



# ***ARGUS FLASH***

**Le projet du PS ?**

**Des mesures**

**d'un autre siècle**

## SOMMAIRE

- 1) Le projet du PS ? Des propositions d'un autre siècle.....p3
- 2) L'égalité réelle : la grande illusion du PS à 115 milliards d'euros.....p9
- 3) Le nouveau modèle de développement économique socialiste.....p12
- 4) Retour vers le passé : le PS et l'avenir des jeunes.....p17
- 5) Sécurité : le PS entre naïveté et déni.....p22
- 6) Justice : pour le PS, la victime, c'est d'abord le délinquant.....p25
- 7) Le contre-projet de réforme des retraites du PS, + 40 milliards d'impôts.....p30
- 8) La « rénovation » et la « République nouvelle » du PS... « faites ce que je dis, pas ce que je fais ! » .....p32
- 9) Le PS et l'école, « vite, nivelons par le bas » !.....p36
- 10) Agriculture : un PS schizophrène qui vante la politique agricole de la majorité alors qu'il n'a cessé de la critiquer depuis 2007.....p38
- 11) Le PS et l'Urbanisme : « un indien dans la ville ».....p41
- 12) « Une diplomatie de bisounours\* ».....p45

*\* Monique Saliou, ancienne directrice adjointe du Cabinet de Jean Glavany, conseillère du 3ème arrondissement de Paris membre du secrétariat international du PS*

## LE PROJET DU PS ? DES PROPOSITIONS D'UN AUTRE SIÈCLE !

**Martine Aubry vient de nous présenter le fameux grand projet du PS pour 2012 ! L'attente aura été vaine :** après de longs mois de suspense, la montagne socialiste accouche finalement d'une souris. Dans le projet du PS, il n'y a rien de nouveau, rien de chiffré, rien de crédible...

**Après une si longue attente, nous étions pourtant en droit d'espérer mieux qu'une vulgaire « décongélation » des vieilles propositions des années Jospin !** Martine Aubry nous annonçait quelque chose de révolutionnaire, elle nous promettait de « changer la civilisation », elle nous annonçait un nouvel espoir et une rigueur accrue... En fait, c'est juste un grand retour vers le passé : **dans le projet du PS, il n'y a ni espoir ni vision, ni rigueur ni crédibilité !**

**1) Ni espoir, ni vision : le programme du PS, c'est un mauvais recyclage de 1997 et des vieilles errances socialistes du programme commun de 1981...**

**a) La grande révolution du PS de Martine Aubry de 2011, c'est de décongeler les propositions de 1997 ! Comme si entre temps, rien n'avait changé, comme s'il n'y avait pas eu de crises...**

➤ **Aubry nous fait du Jospin sans Jospin, mais avec les mêmes acteurs à la manœuvre :** Aubry, DSK, Hollande, Fabius...

➤ **Les mêmes propositions :** retour de la gauche plurielle –rose, rouge, verte-, retour des emplois jeunes (rebaptisés pour l'occasion emplois d'avenir), retour de la réduction du temps de travail, retour de la police de proximité...

**Le PS oublie juste qu'en 2002 le bilan des années « gauche plurielle » avait tout sauf été plébiscité dans les urnes. Et pour cause !** +17% de la délinquance, des salaires gelés, des conditions de travail dégradées et plus de 500 000 emplois industriels détruits à cause de la mise en place des 35 heures...

➤ **les mêmes dénis et les mêmes impensés :**

▪ **la délinquance doit faire l'objet d'un traitement social** et il faut revenir sur toutes les mesures votées par notre majorité (les peines plancher, la rétention de sûreté...): **sur la sécurité, Jospin avait péché par naïveté, Aubry pêche par entêtement !**

▪ l'immigration n'est pas un sujet pour le PS qui prône toujours les régularisations massives et l'immigration non maîtrisée...

▪ **pour réduire la dette, toujours la même solution miracle :** augmenter les impôts ! Le PS propose ainsi 50 milliards de hausses d'impôts dont seulement la moitié pour réduire la dette, le reste étant consacré à des dépenses nouvelles. **50 milliards d'impôts en plus, c'est en moyenne 1300 euros d'impôts en plus par foyer fiscal ! C'est la seule proposition sur la dette !**

▪ Première victime de cette politique fiscale : la famille qui n'est perçue que comme une vache à lait fiscale

▪ Sur les retraites, le PS maintient sa fausse promesse d'un retour à 60 ans, oubliant juste de dire que, dans son projet, pour partir à 60 ans il faudra accepter une baisse des pensions. Entre le courage et le mensonge, le PS a choisi la deuxième voie...

**b) L'autre grand axe du projet PS, c'est la multiplication des promesses coûteuses, non financées et surtout inefficaces !**

C'est Noël au printemps, Martine Aubry a ouvert sa hotte et distribue sans compter :

- **Derrière les grandes annonces, il y a surtout de grandes arnaques :**
  - **Les 300.000 emplois jeunes d'avenir ? Ils sont financés sur le pouvoir d'achat des classes moyennes.** Ils sont étalés sur 5 ans : ce qui fait qu'en réalité, pour vaincre le chômage des jeunes, le PS propose de créer 60.000 emplois par an, soit 594 emplois par département... Pourquoi pas plus ? Sous Jospin c'était 350.000 !
  - **Le PS propose aussi 10.000 policiers et gendarmes en plus sur 5 ans !** Conversation à la politique de sécurité ? Non, simple poudre aux yeux : cela ne fait que 2000 policiers ou gendarmes, soit ½ poste par brigade ou commissariat ! Et dans le même temps, Madame Lebranchu propose de supprimer près de 20.000 places de prison et donc de libérer près de 20.000 détenus !
- **L'assistantat pour tous :** une allocation d'autonomie pour les jeunes, une aide à la recherche du 1<sup>er</sup> emploi, **une aide au départ en vacances de 200 € pour lutter contre « les inégalités dans la jouissance du temps libre », ou encore une allocation d'études pour lutter « contre la sélection sociale intense qui s'effectue dans les études supérieures »...**
- **Les cadeaux surréalistes :** plafonner à 1 € le coût de chaque trajet logement/travail, donner des **congés payés aux chômeurs**, garantir un revenu minimal à hauteur de 80% du SMIC...
- **Les vieilles lunes de l'égalitarisme qui veut niveler par le bas :** un salaire maximal (proposition de Mélenchon), la suppression des grandes écoles...
- **Le dirigisme économique et la coercition :** durcissement de la loi sur les logements sociaux (seuil à 25%), plafonnement des loyers, pluie de pénalités pour les entreprises, perçues comme sources d'aliénation...

Ces cadeaux sont au service d'une vision de la société selon laquelle **faute de pouvoir être égaux dans la richesse, nous devons au moins l'être dans la pauvreté ou l'insécurité.**

**c) Mais ce projet réserve aussi quelques surprises : totalement en manque d'idées, le PS n'hésite pas à s'approprier les actions réalisées par notre majorité !**

Le PS, en se gardant bien de le clamer sur tous les toits, a fait un copier/coller intégral de nombre de mesures mises en place par la majorité depuis 2007.

Dans son projet, le PS propose :

- **de réserver la présidence de la commission des finances à l'opposition à l'Assemblée !** Demandez à Messieurs Migaud et Cahuzac, c'est fait depuis 2007...
- **de « développer des formes d'alternance éducative sous statut en apprentissage, en contrat de professionnalisation ».** C'est déjà fait : le plan emploi de la majorité a pour objectif de développer l'alternance (800 000 jeunes en alternance en 2015, dont 600 000 apprentis.)
- **de « mettre en place un grand service public de proximité de l'information et de l'orientation tout au long de la vie. »** La loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle contient déjà des dispositions en faveur de la création

d'un service public de l'orientation tout au long de la vie, à travers la mise en place d'un service dématérialisé de 1ère information et de 1er conseil pour l'été 2011.

- **une contractualisation pour assurer un prix minimum pour les exploitants agricoles... c'est fait dans la Loi de Modernisation Agricole de 2010 !**
  - **d'étendre la retraite complémentaire obligatoire des agriculteurs à leurs conjoints et aux aides familiaux... c'est chose faite depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 !**
  - de mettre en place un **pôle public d'investissement industriel**, qui existe déjà, c'est le Fonds stratégique d'investissement, créé par Nicolas Sarkozy début 2009...
- ⇒ **Pourquoi le PS n'a-t-il jamais eu le courage de soutenir la majorité quand elle a voté toutes ces mesures ?**

## **2) Ni rigueur, ni crédibilité : les socialistes promettent tout mais ne financent rien ! La seule promesse qui tienne, ce sont les hausses d'impôts !**

Toutes ces promesses astronomiques sont faites sans autre chiffrage que des hausses d'impôts en particulier sur les classes moyennes !

**Le PS veut faire croire qu'il suffit de faire payer les riches pour financer sa folie des grandeurs** : il propose de supprimer le bouclier fiscal et de durcir l'ISF... cela rapportera au maximum 2 milliards d'euros, loin des 25 milliards minimum nécessaires pour financer les seules dépenses nouvelles du projet « Egalité réelle »...

**Résultat, le PS prévoit surtout d'aller matraquer les classes moyennes :**

- **En supprimant l'exonération des heures supplémentaires qui profitent pourtant essentiellement aux salariés les plus modestes** (grâce à cette mesure, un ouvrier au salaire moyen qui a 2h supplémentaires par semaine gagne 150 € en plus par mois !)
- **En rétablissant les droits de succession**
- **En supprimant le quotient familial... socle de notre politique familiale !**

**Les socialistes n'oublient pas non plus les entreprises !** Au programme, ils affichent : la suppression de la TVA à 5,5% dans la restauration, le retour de la taxe professionnelle, une hausse de l'impôt sur les sociétés jusqu'à 40% pour les entreprises insuffisamment redistributives (et les critères de la redistribution restent flous)...

**Les Français ne doivent pas être dupes : les promesses non chiffrées sont des mensonges en puissance.**

- ⇒ **Qui peut croire que ces solutions qui ont échoué à la fin du XXème siècle vont pouvoir réussir pour la France du début du XXIème siècle ?**
- ⇒ **Le PS nous promettait des mesures pour changer de civilisation, pour redresser la France...**  
**Mais la réalité, c'est que le PS n'a pas vu que nous avons changé de siècle, que le monde autour de nous avait changé, que plusieurs crises avaient frappé tous les pays du monde...**

### **3) Ni courage, ni responsabilité : dans son projet, le PS fait de sérieuses impasses :**

#### **D'abord, il y a plusieurs grandes inconnues :**

##### **Les réformes structurelles :**

- Il ne dit **pas un mot sur les grandes réformes structurelles, comme par exemple celle du financement de la sécurité sociale !** Comment le PS compte-t-il prendre en charge la dépendance, comment compte-t-il garder l'équilibre financier de notre système de protection sociale ?

##### **La dette :**

- Il reste dans un **flou artistique total concernant la réduction de la dette** : on nous parle de 50 milliards d'économie qui consisterait à supprimer les cadeaux fiscaux que nous aurions faits. J'attends le décompte précis !

##### **Et il y a aussi l'école et le nucléaire, l'environnement !**

#### **La réalité, c'est en effet que même sur ses soi-disant sujets de prédilection, le PS n'est pas au rendez-vous du courage et de la responsabilité.**

**Il nous en avait fait des tonnes sur leurs trois « E » (environnement, emploi et école), symboles d'espoir, face à nos trois « I » (insécurité, immigration, identité nationale), symboles d'indignité ! Là aussi la déception est au rendez-vous : tout ça pour ça !**

#### **Sur les 3 « E », la copie est faible :**

**Pour l'environnement**, la grande idée du PS, c'est de « **rendre la TVA « éco-modulable »** (*diminuée sur les produits non-polluants et augmentée sur les produits polluants*) ».

C'est l'idée du bonus-malus que nous avons instauré, mais étendue à tous les produits ! Il faudra simplement que le PS nous dise jusqu'à quels taux il entend monter et qu'il n'oublie pas qu'on ne peut pas multiplier les taux de TVA à l'infini...

**L'autre mesure phare, destinée à attirer les Verts, c'est la sortie du nucléaire.** Et là, si les déclarations d'intentions sont limpides, le mode d'emploi l'est beaucoup moins :

- Le PS nous dit : « pour sortir de la dépendance du nucléaire et du pétrole, nous développerons massivement les économies d'énergie et les énergies renouvelables et nous proposerons à nos partenaires la mise en place d'une Communauté européenne des Energies ». La CECA est de retour ?
- Mais ce que le PS ne nous dit pas, c'est comment on sort concrètement du nucléaire qui assure aujourd'hui 80% de notre consommation d'énergie ! Sans compter que le nucléaire nous permet de payer notre électricité 40% moins cher que nos voisins (Le coût du kilowattheure produit par le nucléaire est 4 fois moins cher que celui produit par l'éolien et 14 fois moins cher que par le photovoltaïque...). **Par calcul électoral avec les Verts, le PS est prêt à sacrifier notre indépendance énergétique et à pénaliser le pouvoir d'achat des Français.**

**Sur l'emploi : rien ou presque !** On a les fameux 300.000 emplois d'avenir et on a la dissuasion des licenciements boursiers ! Le PS ne dit pas encore l'interdiction comme

Besancenot, mais l'idée est là ! Bref, pas de stratégie économique, juste un mauvais dirigisme d'un autre temps...

**Sur l'éducation, on était en droit d'attendre des propositions fortes ! Mais là encore, rien de concret, le PS en reste à la déclaration de principe :**

- **Des propos lénifiants :** « *Pour la réussite scolaire de chaque jeune, nous concluons un nouveau pacte éducatif entre les professeurs et la Nation* ».
- **Pas de mesures concrètes :** « *Il mettra l'accent sur le primaire et les premiers cycles d'enseignement supérieur qui sont les fragilités les plus grandes de notre système. Il sera fondé sur une refonte des rythmes scolaires et des programmes, une personnalisation accrue des enseignements et une revalorisation du métier d'enseignant* ».

Pardon, il y a quelques mesures concrètes : la suppression des notes et des évaluations ! Bref, rien de neuf !

- Je renvoie nos amis socialistes aux mesures très concrètes que notre majorité a déjà pu formuler (sur la validation des savoirs fondamentaux à la fin du primaire, sur les collèges par niveaux, sur l'organisation et l'autonomie des établissements...)

#### **4) A la lecture de ce projet désespérément vide, nous comprenons mieux pourquoi le PS ne peut que se réfugier dans l'anti-sarkozysme !**

Incapable de faire la moindre proposition nouvelle, de s'engager sur les grands débats structurants, comme les retraites, le pacte républicain et la laïcité, ou la dépendance..., le PS n'a d'autre ciment que l'injure, l'invective et les polémiques.

Chaque jour, les socialistes inventent une nouvelle « affaire d'Etat » et multiplient les attaques personnelles : **Eric Woerth pendant la réforme des retraites**, Michèle Alliot-Marie et maintenant Christine Lagarde... **Sans oublier les agressions continues dont est victime le Président de la République, sans aucun respect pour la fonction qu'il incarne.**

#### **5) D'autant que sur le fond, la gauche n'est d'accord sur rien, ni entre dirigeants PS, ni entre le PS et ses potentiels partenaires !**

**Le PS français n'a toujours pas fait son aggiornamento, les socialistes n'ont pas crevé leurs abcès idéologiques. Résultat on a :**

- d'un côté, les « modernes » **qui rêvent d'un parti socialiste réformiste, qui ne croient pas une minute aux folles promesses de l'aile gauche du parti mais n'osent pas les dénoncer, et ont plagié en catimini des pans entiers du programme de la majorité...**
- de l'autre, les archéos, avec **Benoît Hamon en digne successeur d'Henri Emmanuelli, qui appelle à cogérer le pays avec les syndicats, à multiplier les dépenses...** Ceux-là ne se comparent qu'à Besancenot et Mélenchon...

**Et encore une fois, ce projet, ce sont les socialistes qui en parlent le mieux ! A peine était-il présenté par martine Aubry que ses amis socialistes commençaient à s'en distancer !**

- Pierre Moscovici : « On a évité le projet boulet. Ce ne sera pas le projet du candidat »
- Ségolène Royal : « Il appartiendra au candidat de choisir ses propres priorités »
- Arnaud Montebourg : « Il est une boîte à outils »
- François Hollande : « cadre cohérent, sérieux », mais il appartiendra au candidat de fixer les priorités ainsi que de « compléter et éventuellement supprimer certaines mesures ».

Bref le projet « à gauche toute » de Martine Aubry et Benoît Hamon ne suscite pas l'enthousiasme des candidats à la candidature.

**Ce projet du PS n'est donc qu'un marché de dupes : comme toujours les socialistes font, avant les élections, des promesses qu'ils ne tiendront pas après ! La nouveauté, c'est qu'ils ne s'en cachent même plus !**

**Quant à Jérôme Cahuzac, le président socialiste de la Commission des Finances, il propose un projet fiscal alternatif au projet du PS !**

- **Il juge « datée » la proposition de créer 300.000 emplois d'avenir. Pour lui, il faut s'appuyer sur le secteur privé (avec une exonération de charges pour les entreprises embauchant des jeunes de moins de 25 ans pendant au moins un an. L'exonération serait totale jusqu'à 1,3 SMIC et progressive jusqu'à 1,5 SMIC).**
- **Il remet en cause les hypothèses de croissance du PS :** le PS affiche une prévision de croissance de 2,5 % annuelle – au passage, c'est ce niveau de croissance que les socialistes jugent irréalistes quand nous le retenons pour bâtir le budget – alors que lui table sur seulement 1,5 %.
- **Il est beaucoup plus mesuré sur les hausses d'impôt :** le PS table sur 45 à 50 milliards d'euros de recettes supplémentaires ! Jérôme Cahuzac parle lui de 26 milliards : c'est moitié moins ! Et il voudrait même que le PS prenne l'engagement « *politique et moral* » à l'égard des Français de limiter le taux de prélèvements obligatoires à 45 % de PIB.
- **Enfin, alors que le PS propose un impôt sur les sociétés de 20 % ou 40 %, selon que le bénéfice est réinvesti ou versé aux actionnaires, il préconise un abaissement du taux d'IS de 33 % à 30 % - soit un taux proche de l'Allemagne- , et le plafonnement des niches fiscales les plus coûteuses (intérêts d'emprunt déductibles, report des déficits, etc).**

**Benoît Hamon a immédiatement réagi : « Les déclarations de Jérôme Cahuzac n'engagent pas le parti ».**

**Et dans tout cela nous avons les Verts et Cécile Duflot qui posent comme condition à tout accord un engagement à sortir du nucléaire !**

## « L'ÉGALITÉ RÉELLE » : LA GRANDE ILLUSION DU PS À 115 MILLIARDS €

### 1) La ligne Hamon-Aubry, de « l'égalité réelle », c'est le grand retour vers le passé : le PS montre son vrai visage, celui d'un parti gauchiste et archaïque !

On attendait depuis longtemps les propositions du PS, on en a pour notre argent, mais il faut reconnaître que la collection 2011 ressemble beaucoup à celles des années précédentes : dans l'esprit c'est 1936, avec le retour en force des promesses les plus folles et dans la méthode c'est 1981 avec les 110 propositions !

Tout y est : les promesses non financées, les dépenses publiques nouvelles, les hausses d'impôts, des contraintes sur les collectivités et les entreprises, la sanction plutôt que l'incitation... Rien que du classique et surtout aucun chiffrage en 40 pages !

#### ➤ Une succession désordonnée de vœux pieux, de promesses intenables et de nouvelles allocations, sans financement et sans propositions concrètes :

- **Des vœux pieux :** diviser par 2 les écarts de salaires hommes/femmes, **tripler le nombre d'enfants accueillis dans les structures collectives** (crèches...), créer un statut social pour les jeunes, **réduire de 2/3 le nombre de sans abris**, faire en sorte que plus personne ne soit contraint de consacrer plus de 25% de son budget à son logement, **instaurer un prix très bas pour la consommation d'eau**, **plafonner à 1 euro le coût de chaque trajet logement/travail...**
- **Une pluie de nouvelles allocations :** une aide au départ en vacances de 200 euros minimum pour les mineurs qui ne partent jamais, **une allocation d'autonomie pour les étudiants**, une aide à la recherche du premier emploi, une allocation adulte handicapé portée à 80% du SMIC.

#### ➤ Une avalanche de nouveaux impôts : majorer les cotisations patronales pour les temps partiels, rétablir les droits de succession à leur niveau antérieur à 2007, élargir la base de la fiscalité du patrimoine, créer un nouvel impôt local pour remplacer la TP...

#### ➤ Des contraintes qui risquent d'étouffer les collectivités, l'économie et l'initiative individuelle : une loi SRU sur les crèches, un durcissement de la loi SRU sur les logements sociaux (passage à un seuil à 25%), la suppression des grandes écoles, une pluie de pénalités contre les entreprises, les partis politiques, les collectivités...

Par exemple, les jeunes médecins seraient obligés de s'installer dans les « déserts médicaux » pendant une période de 3 à 5 ans suivant leurs études... La majorité n'a pas attendu cette proposition du PS pour se pencher sur la question préoccupante des déserts médicaux, notamment en zone rurale. Mais à la contrainte, la majorité préfère l'incitation : le gouvernement a créé 400 bourses de 1200 € par mois sur la période 2010-2012 pour financer les études des futurs médecins qui s'engagent à exercer en

**zone rurale.** L'Etat a aussi alloué 75 millions € pour la création de 250 maisons de santé pluridisciplinaires d'ici 2013. Comment le PS peut-il donner **des leçons sur la démographie médicale quand on sait que de, 1980 à 1993, en 12 ans de gouvernance socialiste, le numerus clausus qui détermine le nombre d'étudiants en médecine est passé de 7000 à 3500, ce qui explique la pénurie actuelle de médecins ? La majorité a ramené ce numerus clausus à 7400.**

- **Une attaque en règle contre la famille :** le PS veut non seulement **supprimer le quotient familial**, qui permet aux familles de lisser leur impôt en fonction du nombre d'enfants, mais aussi **autoriser le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels ! Oui, le droit de mener une vie familiale s'applique à tous, quelle que soit son orientation sexuelle, mais cela n'implique pas le mariage !** Le PS veut le mariage homosexuel au nom de l'égalité, mais un couple d'un homme et d'une femme, ce n'est objectivement pas la même situation qu'un couple de 2 personnes de même sexe, il n'y a donc **pas d'inégalité de situation entre les couples hétérosexuels et homosexuels !** Pour ce qui concerne l'adoption, nous croyons qu'il n'y a qu'une chose à prendre en compte : **l'intérêt de l'enfant. Et l'intérêt de l'enfant, c'est d'être élevé, dans la mesure du possible, par son père et sa mère.** Si nous nous battons pour la parité, c'est bien parce que nous reconnaissons qu'il y a une dimension essentielle à préserver dans l'altérité sexuelle. Il serait paradoxal de se battre pour la parité et de considérer que cela n'a pas d'importance au cœur de famille. **L'UMP ne se placera jamais sur le plan du « droit à l'enfant »,** tant pour des couples hétérosexuels que pour des couples homosexuels.

**Bref, quand on fait la somme de tout cela, on a une philosophie générale gauchiste et archaïque.** Tout est fait pour organiser l'assistanat et le dirigisme d'Etat, contre la liberté et l'autonomie individuelle.

Nous devons avoir le courage de dire la vérité aux Français, de leur expliquer que l'assistanat ne peut pas être une solution durable, que la première cellule de solidarité, c'est la famille, que la clé de l'autonomie, c'est le travail...

**Parce que nous ne devons pas laisser les socialistes tromper les Français avec leurs jolis mensonges !** Qui peut être contre une aide aux enfants défavorisés ? Personne, simplement, la seule chose qui manque, c'est comment on fait et combien ça coûte ! Notre famille doit avoir le courage d'expliquer aux Français que les solutions du PS ne sont ni financées, ni réalistes et donc pas crédibles !

Puisque le PS se refuse de faire son travail, **nous nous sommes chargés du chiffrage à sa place : pour réaliser toutes les promesses du projet sur l'égalité réelle, il faudrait au bas mot 115 milliards € sur 5 ans !** Les socialistes nous expliquent qu'il suffit de supprimer le bouclier fiscal pour dégager les financements nécessaires... mais le simple programme pour l'égalité réelle, c'est 34 fois le bouclier fiscal. La vérité c'est que pour financer l'égalité réelle, **il faudrait augmenter l'impôt sur le revenu de 40% pour tous les contribuables !**

## **2) La seule chose qui unit encore le PS, c'est la haine irraisonnée et viscérale de Nicolas Sarkozy**

Ils avaient tenté de nous faire croire à leur unité retrouvée, mais on a bien vu que **dès qu'ils rentrent dans les propositions concrètes, ils ne sont d'accord sur rien !**

Et les déchirements auxquels nous avons assisté proviennent uniquement du fait que **le PS français n'a toujours pas fait son aggiornamento, les socialistes n'ont pas crevé leurs abcès idéologiques**. Du coup, les divisions apparaissent au grand jour dès qu'ils tentent de dépasser leur seul rejet du Président :

- d'un côté, les modernes qui rêvent d'un parti socialiste réformiste, responsable et crédible, à l'image de ce qui existe en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne...
- de l'autre, les archéos, avec Benoît Hamon en digne successeur d'Henri Emmanuelli, qui appellent à cogérer le pays avec les syndicats, à multiplier les dépenses... Ceux-là ne se comparent qu'à Besancenot et maintenant Mélenchon... et comparent la France à celle de 1981 voire même de 1936...
- ce **projet a d'ailleurs été adopté par seulement 59 votes sur 300 votants potentiels au Conseil National du PS !**

## **3) Et finalement ce projet sur « l'égalité réelle » porté par le tandem Hamon-Aubry, ce sont encore les socialistes qui en parlent le mieux !**

C'est très éclairant de **prêter attention aux commentaires des uns et des autres sur les propositions de Monsieur Hamon** : « totalement irréaliste », « pas raisonnable de signer un chèque en blanc », « calendrier irréaliste », « ambiguïté », « manque de clarté et de crédibilité », « hotte du père Noël », « catalogue sans chiffrage ni hiérarchie », « mélenchonisation des esprits », « impossible de voter le texte en l'état »...

**Dans le détail et en live :**

- Pour François Rebsamen, « **il va falloir, pour être un parti de gouvernement, un parti crédible aux yeux des Français**, hiérarchiser nos priorités, ce que le texte ne fait pas. Les propositions sont là, mais il faut les ordonner »
- Pour Manuel Valls, « **il manque le chiffrage, il manque la base essentielle** ». « La volonté des Français de se révolter contre le président de la République ne peut trouver une réponse que si la gauche, si les socialistes présentent un projet crédible qui corresponde réellement à l'état économique et financier du pays ». « On fait l'inverse de ce qu'il fallait faire ».
- Pierre Moscovici refuse de « signer un chèque en blanc »

## LE NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PS

En 1981, les socialistes voulaient « changer la vie ». Cette fois-ci, ils veulent « changer de civilisation ». Et nous avons droit à une longue suite d'incantations consensuelles, chacune présentée comme un bing bang intellectuel et un engagement humaniste courageux... On apprend par exemple que le PS est pour le « bien-être » mais contre la pollution, il est aussi pour l'emploi et pour la démocratie ! Le PS invente aussi un « droit à l'avenir »... Impressionnant ! Le PS oublie de dire qu'il est contre la guerre et pour l'amour, mais cela fera sans doute l'objet d'une nouvelle convention spécifique !

Le PS enfonce des portes que nous avons ouvertes ! Qui s'oppose aujourd'hui à un développement durable, alliant compétitivité et respect des hommes et des ressources ; qui s'oppose à une meilleure régulation de la finance et les échanges internationaux ? Personne ! Et d'ailleurs, aucun Président de la République française ne s'est plus engagé sur ces sujets au niveau international que Nicolas Sarkozy... Et quand le PS critique tant la politique économique et financière internationale, il oublie que le FMI et l'OMC sont dirigés par deux socialistes français (Dominique Strauss-Kahn et Pascal Lamy).

Pour le reste, le PS renoue avec la grande tradition socialiste :

### **1) Comment produire ? En retrouvant les 35 heures, en sortant du nucléaire et en généralisant l'assistantat...**

A la question de savoir comment produire, le PS ressort la vieille artillerie de l'égalité réelle, archéo-marxisante...

- la solution du PS, **c'est tout simplement le retour aux 35 heures** (« nous reviendrons sur les dispositifs ayant dégradé les 35 heures »). Et pourtant le bilan des 35 heures est une catastrophe absolue, tout le monde en convient, y compris à gauche (Quelques semaines après sa défaite à l'élection présidentielle, Ségolène Royal avait déclaré « *il faut remettre en cause un certain nombre de choses, par exemple le Smic à 1500 euros ou la généralisation des 35 heures. Ce sont deux idées qui étaient dans le projet des socialistes et que j'ai dû reprendre dans le Pacte présidentiel et qui n'ont pas été du tout crédibles* », « moi-même j'avais un doute là-dessus. »). Mais il est vrai que Martine Aubry, la mère des 35 heures, veut sauver à tout prix son « bébé ». Le constat est malheureusement sans appel, avec les 35 heures, **tout le monde a été perdant** :
  - **les salariés.** La gauche leur avait promis qu'ils travailleraient 35H payées 39. En fait, leurs salaires ont été gelés pendant 10 ans, et aujourd'hui, la réalité, c'est qu'ils travaillent 35 heures payées 35 ! Et avec ça, les cadences ont augmenté parce qu'il faut désormais faire en 35H ce qui hier était fait en 39H.

- **l'emploi.** Pendant que nos concurrents continuaient à accroître leur compétitivité, nos entreprises s'épuisaient à compenser le surcoût lié aux 35H. Résultat : une accélération des délocalisations. Depuis l'an 2000, nous avons perdu plus de 500 000 emplois industriels...
  - **le contribuable.** Pour aider les entreprises à compenser le surcoût lié aux 35H, l'Etat leur verse chaque année 12 milliards d'euros ! Et comme nous avons voulu, à raison, corriger le tir, nous avons défiscalisé les heures supplémentaires. Et donc, tous les ans, **nous payons à la fois pour que les gens travaillent moins et pour qu'ils travaillent plus !** Tout ceci contribue à l'augmentation de la dette. Il est profondément injuste de faire payer nos RTT d'aujourd'hui par les générations à venir.
  - **la France dans son ensemble.** Alors que les Français sont très attachés à la valeur travail, les 35h contribuent à les décourager et à briser des talents.
- **Et ce n'est pas tout : on nous annonce un durcissement des « lois Auroux » de 1982, qui ont tant rigidifié la vie des entreprises françaises !** A quoi il faut ajouter le renforcement des **moyens de contrôle et de sanction de l'Inspection du Travail**, le renforcement de la gestion paritaire des trois fonctions publiques (autrement dit leur gestion par les syndicats), **et une foule de mesures visant à soumettre la moindre décision dans les entreprises à une ribambelle d'instances, CE, CHSCT, CTP, CHS.** Bref, c'est le retour au Programme Commun de la Gauche en matière sociale, avec **son obsession du contrôle et son hostilité à l'égard de l'entreprise privée.**
- **Le PS promet enfin beaucoup de « cadeaux » dans la plus pure logique de l'assistanat et du populisme à la limite du surréalisme :**
- **le PS juge impossible de toucher aux dépenses sociales** (qui représentent 50% du total des dépenses publiques). Le PS affirme: « L'équilibre des comptes sociaux ne doit pas être une obsession de court terme », ne pas réformer notre système –ce que le PS défendait par exemple pour les retraites - **c'est pourtant le meilleur moyen de tuer notre modèle social alors que notre dette dépasse les 1600 milliards € !**
  - **la création d'une allocation d'autonomie** (autrement dit d'un salaire pour les jeunes sans aucune contrepartie de travail) qui coûterait entre **8 et 10 milliards € par an, quasiment autant que le déficit de l'assurance maladie pour 2011 !**
  - **l'instauration des « congés payés pour les chômeurs » !**
  - **le salaire maximum :** «Nous proposons qu'au sein des entreprises qui ont une participation publique dans leur capital, **les rémunérations soient comprises dans une échelle de l'ordre de 1 à 20.** Dans les autres, l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du conseil d'administration, après consultation du comité d'entreprise, devra fixer ce ratio. » **Instaurer un salaire maximum, c'est une mesure défendue par l'extrême gauche, du NPA au Parti de gauche...** C'est une mesure d'une **démagogie maximale pour une efficacité minimale.** Ce n'est pas en limitant le salaire des plus aisés qu'on résout les problèmes des plus démunis ! Si l'on

peut légitimement trouver déraisonnables certains écarts de salaires, pour un grand nombre de salariés, l'argent est un moteur. Il stimule une compétition entre les individus qui n'est pas malsaine et peut aider chacun à donner le meilleur de lui-même! **À moins de revenir à une économie dirigée par l'État, il n'y a qu'une seule solution pour réduire les inégalités, la redistribution.**

- Enfin, **le PS est face à un vrai dilemme : le nucléaire... le PS évoque une « sortie du tout nucléaire » en 30 ou 40 ans, mais ses alliés Verts veulent purement et simplement une sortie définitive du nucléaire!** Cécile Duflot a assuré que les écologistes ne participeraient pas à un gouvernement de gauche qui n'engage pas la sortie du nucléaire... **On sait que les écolos façon Duflot sont prêts à revenir à l'âge de pierre et ne croient plus au progrès...** comment le PS va-t-il réagir ? Est-il prêt à sortir la France du nucléaire pour satisfaire une alliance électoraliste avec les Verts ? Ou bien est-il assez raisonnable pour résister à cette tentation ?

Si le PS suit les Verts sur la voie de la sortie du nucléaire, il faudra qu'il assume clairement ce que cela signifierait en France. Sortir du nucléaire serait un danger :

- **pour l'environnement** (Le nucléaire est une industrie qui n'émet pas de gaz à effet de serre... en termes de rejet de CO<sup>2</sup> dû à la consommation d'énergie, la France n'émet que 1,6 tonne de carbone par habitant, contre 2,7 pour l'Allemagne, 2,5 pour le Royaume-Uni et 2,27 pour l'Union européenne et tout cela grâce au nucléaire).
  - **pour le pouvoir d'achat** (aucune énergie n'est aujourd'hui moins chère que le nucléaire, c'est grâce au nucléaire que nous avons une **électricité 40% moins chère que la moyenne des autres pays européens**. Le coût du kilowattheure produit par le nucléaire est 4 fois moins cher que celui produit par l'éolien et 14 fois moins cher que par le photovoltaïque...). Si nous sortons du nucléaire, **le coût du chauffage et de l'électricité renchérira considérablement et ce sont les plus modestes et les ruraux qui seront les premiers impactés, pas les bobos parisiens chers aux Verts !**
  - **pour notre indépendance et notre souveraineté** (Grâce à l'essor du parc nucléaire français, notre taux d'indépendance énergétique est passé de 25% en 1980 à 50% aujourd'hui. Si nous en sortons, la seule alternative au nucléaire c'est les matières premières que nous devrions acheter à prix d'or et qui nous mettraient à la merci des pays producteurs de pétrole : Russie, Nigéria, Vénézuéla, Monarchies du Golfe...)
  - **pour notre compétitivité** (Le faible prix de l'énergie en France attire les investisseurs et allège les coûts de productions dans notre industrie !) Et le nucléaire est une industrie créatrice d'emplois qualifiés dont on nous envie la qualité et la compétence dans le monde entier ! Près de 200 000 personnes sont employées par la filière du nucléaire dans notre pays, les Verts veulent-ils par idéologie le licenciement immédiat de ces 200 000 salariés ?
- ⇒ Michel Rocard ne dit pas autre chose quand il affirme « il existe quand même des pays sans accident nucléaire. Il n'y aura jamais de risque zéro, mais je ne supporte pas les démagos qui se servent d'un accident comme celui du Japon ! »

## **2) Comment « distribuer » ? En augmentant les impôts sur les classes moyennes!**

**Le PS ne parle plus de redistribution, mais tout simplement de « distribution » !** Glissement sémantique incroyable : on n'est plus dans un processus légitime de transfert de richesse des plus aisés vers les plus démunis, mais tout simplement dans une logique « père Noël » où l'Etat distribue un argent qu'il n'a plus !

- Soyons justes toutefois : **les réflexions du PS sur l'architecture de notre système fiscal sont intéressantes.** Elles recourent en partie les nôtres : le système fiscal est plein de trous, d'exonérations, de régimes dérogatoires, de telle sorte qu'il n'est plus compréhensible par les gens. En outre, les revenus du patrimoine y sont mieux traités que les revenus du travail. C'est pourquoi d'ailleurs, le Président de la République a ouvert en 2011 le chantier de la réforme fiscale, précisément sur ce dernier point.
  
- **Mais tandis que nous proposons d'élargir les assiettes et de baisser les taux, les socialistes souhaitent par-dessus tout augmenter les taux, car ils font de la progressivité de l'impôt leur grand principe civilisationnel. Et là on se heurte à un vrai problème de crédibilité : le PS veut faire croire qu'il suffit de faire payer les « riches » pour régler tous les problèmes de la France...**
  - C'est évidemment une supercherie démagogique : pour lutter contre le déficit, les socialistes n'évoquent à aucun moment l'idée de réduction des dépenses. **Ils en appellent à l'augmentation des recettes.** Mais lesquelles ? Les recettes sur les « riches » ! **Leur programme consiste donc à supprimer le bouclier fiscal (500 millions d'euros maximum) et à augmenter l'ISF.** Mais cela représentera au maximum une rentrée supplémentaire de 1 ou 2 milliards quand notre déficit est de 148 milliards... La conclusion vient d'elle-même : le PS ne prévoyant aucune réduction des dépenses, mais plutôt des augmentations dans tous les sens, **il projette nécessairement une augmentation massive des prélèvements obligatoires sur les classes moyennes. A défaut, ce serait la faillite, à l'image de la Grèce...**
  - C'est ainsi que le PS entend **hausser les impôts de 50 milliards** en supprimant ce qu'ils appellent des « niches » comme par exemple le quotient familial... Comme si le quotient familial, qui permet aux familles de moduler leurs impôts en fonction du nombre d'enfants à charge, était une niche... Les socialistes ne préparent pas seulement une hausse d'impôts ciblée sur les « hyper-riches » **mais bien une hausse générale des impôts pour les classes moyennes : 50 milliards de nouveaux impôts, c'est en moyenne 1300 euros d'impôts en plus par foyer fiscal !**

En fait d'un changement de civilisation, le PS nous promet un retour à la France de Jospin, de Mitterrand et Blum... C'est d'un passé idéalisé à outrance que les socialistes tirent leur inspiration, oubliant que **depuis 11 ans nous avons changé de siècle ! Et la vision idéale de la société par le PS est claire : faute de pouvoir être égaux dans la richesse, soyons le au moins dans la pauvreté.**

### **3) Et quand les idées manquent, le PS ne recule pas devant un peu de plagiat !**

**Le PS se borne à souhaiter que l'Etat joue un rôle stratégique dans l'économie, pour que tout ne soit pas laissé aux seules logiques aveugles du marché. Il a raison. Il a tellement raison qu'il se borne à réinventer ce que nous avons déjà mis en place, en le renommant :**

- **le PS appelle à la création d'un « 2P2I », Pôle public d'investissement industriel, une sorte d'investisseur public susceptible d'agir comme un fonds souverain français. Mais il existe déjà, c'est le Fonds stratégique d'investissement, créé par Nicolas Sarkozy début 2009 et qui a déjà investi 2,4 milliards d'euros dans près de 430 entreprises !**
- **le PS souhaite que l'Etat investisse dans les filières stratégiques pour l'avenir de la France... C'est ce que nous avons fait avec le Grand Emprunt, dont les 35 milliards d'investissement vont permettre de modeler le visage de la France du 21ème siècle, une France du numérique, du développement durable et des industries de pointe**
- **Le PS veut aussi prendre des engagements opérationnels de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, en réunissant industriels, associations, pouvoirs publics... Bel hommage au Grenelle de l'Environnement ! Toujours sur le développement durable, le PS veut une TVA « écomodulable ». Les produits dont la fabrication et le transport polluent le plus seraient frappés d'une TVA plus élevée et inversement. Cela ressemble étrangement à la taxe carbone, dont Ségolène Royal disait que c'était « un impôt absurde, un impôt injuste, un impôt historiquement décalé dans le temps »...**
- **le PS affirme qu'il faut produire non seulement des marchandises, mais aussi des connaissances. Mais qui a jamais dit le contraire ? Nicolas Sarkozy a réformé l'université, décidé d'augmenter le budget de la Recherche de manière très considérable (+9Mds d'euros sur 2007-2012), de revaloriser le traitement des professeurs en début de carrière et de consacrer 5 Mds d'euros à la rénovation des universités...**

**Le PS a manifestement développé un vrai talent pour le plagiat, la réécriture, et la réinvention de choses déjà existantes... Mais pourquoi les socialistes ont-ils voté contre le Grenelle, contre le grand emprunt, contre le FSI, contre la réforme des universités, puisque c'est exactement ce qu'ils prônent pour 2012 ?**

## RETOUR VERS LE PASSÉ : LES PROPOSITIONS DU PS POUR LES JEUNES

**Personne ne nie la problématique de l'emploi des jeunes en France.** C'est un problème structurel dont notre pays n'arrive pas à se défaire durablement : depuis 1981, date à laquelle il a symboliquement franchi le seuil des 20%, le taux de chômage des jeunes actifs a toujours été compris entre 18% et 25%. 3 chiffres résument les difficultés d'insertion des jeunes sur le marché du travail :

- **Difficulté à trouver un emploi : 1/5ème des jeunes actifs âgés de 15 à 24 ans sont au chômage**
- **Difficulté à trouver un emploi stable : ¼ des jeunes de moins de 30 ans est en CDD contre 1/6 pour l'ensemble de la population active**
- **Spécificité française de ces difficultés :** le taux d'emploi des moins de 25 ans était de 30,2 % en 2010 en France, contre 42 % en Suède, 46,4 % en Allemagne et 48 % au Royaume-Uni.

Mais ce n'est pas parce que **ce problème dure depuis 30 ans qu'il faut lui appliquer des solutions d'un autre siècle ! Et pourtant, pour le PS, la solution miracle pour l'emploi des jeunes : c'est retour aux emplois jeunes de 1997 et généralisation de l'assistantat !**

### **1) Les emplois d'avenir du PS, c'est retour vers le passé !**

Contre le chômage des jeunes, Martine Aubry a trouvé l'innovation dernier cri : **elle propose de créer « 300 000 emplois jeunes d'avenir »** pour une durée de 5 ans, rémunérés au SMIC, financés à 75 % par l'Etat et créés dans le secteur non marchand ! **C'est exactement ce qu'elle avait mis en place sous Jospin, à deux différences près : en 1997, Martine Aubry parlait d'emplois jeunes, en 2011, elle parle d'emplois-jeunes « d'avenir »... autre nuance considérable, c'était 350 000 emplois en 1997, en 2011 c'est 50 000 de moins ! Malheureusement pour le PS, il ne suffit pas de rajouter le mot « avenir » à « emplois-jeunes » pour transformer un vieil échec en solution révolutionnaire ! Ces emplois jeunes recyclés ne sont pas une solution d'avenir pour 3 raisons :**

- **Les emplois-jeunes épisode 1 ont un mauvais bilan !**
  - **Ils n'ont pas boosté l'emploi sur le long terme:** Martine Aubry prétend que « l'avantage de ces emplois est qu'ils ont marché » car « 80% des ces jeunes ont aujourd'hui un emploi »... Ce que Martine Aubry ne dit pas, **c'est que les jeunes de 1997 ne sont plus des jeunes : près de 15 ans après le lancement du dispositif, ils ont désormais entre 30 et 40 ans, âge où le taux d'emploi est le plus élevé en France (plus de 82% pour les 25-49 ans en 2009)!** Il n'y a donc pas de quoi se vanter de ce chiffre de 80%, que Martine Aubry présente comme exceptionnel alors qu'il est tout juste inférieur à la moyenne nationale !
  - **La période suivant directement « l'après emplois-jeunes » a souvent été une galère.** Un sondage de la CFDT –peu susceptible d'être classée à droite !- datant de 2002

montrait que **50% des emplois-jeunes en fin de contrat ne savaient pas de quoi leur avenir serait fait !** En off, les conseillers de Lionel Jospin admettait que **15% des emplois jeunes ne répondaient à aucun besoin réel.** On pense notamment aux **75 000 jeunes qui ont occupé un emploi-jeune « agent d'ambiance », « conseiller et animateur environnement » ou « médiateur familial »...** emplois-jeunes artificiels, issus d'un imaginaire « bobo » déconnecté de toute réalité, qui n'ont évidemment pas débouché sur un emploi stable, mais ont trompé ces jeunes en les berçant d'illusions pendant les 5 ans qu'ont duré leur contrat, avant de les laisser sur le carreau !

En 2005, **¾ des jeunes ayant occupé un emploi-jeune déclaraient toucher moins de 1500 € par mois et 40% moins de 1200€** (contre un salaire net moyen supérieur à 1900 € en 2005)... où le PS a-t-il vu un tremplin dans ces emplois ?

- **Ils ont coûté excessivement cher aux finances publiques pour un effet limité :** quand le dispositif tournait à plein régime, en 2002, il coûtait 37 milliards de francs (5,6 milliards €) par an à l'Etat, soit **plus de 15 000€ par emploi subventionné!** Notre endettement -25 000 euros par Français- qui a été creusé par de telles mesures désastreuses, ne nous permet pas de jouer aux apprentis sorciers en jetant des milliards par la fenêtre !  
⇒ **Le PS veut nous faire croire que le simple fait de rebaptiser une mesure qui a échoué suffit à garantir sa réussite... La ficelle est décidément un peu grosse.**

➤ **Le chiffrage du PS sur les emplois jeunes s'est manifestement fait au « doigt mouillé ».**

Exemple de cet amateurisme : **à quoi correspond ce chiffre de 300 000 emplois ?** Pourquoi pas 350 000 comme en 1997, 150 000 comme Martine Aubry l'annonçait en 2009, ou 500 000 comme le prévoyait Ségolène Royal en 2007 ?

Au PS, quand on propose une mesure, on n'est pas à 200 000 emplois près ! C'est la preuve du manque de sérieux des promesses du PS. Et en choisissant ce chiffre de 300 000, inférieur de 50 000 à celui de 1997, et de 200 000 à celui de 2007, le PS montre qu'il ne croit pas lui-même en ce dispositif et veut en réduire la voilure par rapport aux années Jospin.

**Pour financer les 4 milliards que coûteraient par an la mesure, Martine Aubry propose :**

- **de revenir sur la réforme de l'ISF :** voilà un beau mensonge de Martine Aubry, car **il n'y a pas 4 milliards € à récupérer sur la réforme de l'ISF qui s'est faite à coût constant** (elle sera intégralement compensée par une taxation des revenus du patrimoine). **En clair, cela revient à augmenter les impôts de 4 milliards.**
- **Ou de supprimer l'exonération des heures supplémentaires qui profitent pourtant essentiellement aux salariés les plus modestes** (grâce à cette mesure, un ouvrier au salaire moyen qui a 2 h supplémentaires par semaine gagne 150€ en plus par mois !). Nous attendons avec impatience que **Martine Aubry explique aux ouvriers qu'elle va rogner sur leur pouvoir d'achat pour financer des emplois-jeunes voués à l'échec !**

- **Philosophiquement, enfin, les emplois jeunes ce n'est jamais que le retour au bon vieil étatsisme socialiste** : plutôt que de donner les moyens à un jeune d'accéder à l'emploi, en privilégiant des formations professionnalisantes, ou de créer les conditions nécessaires à l'embauche, en agissant sur le coût du travail qui handicape notre compétitivité, **le PS préfère tabler sur la planche à billet pour financer de l'emploi public ! C'est aussi la preuve que le PS a une vision passéiste de la jeunesse** : la jeunesse ne mérite pas qu'on l'infantilise mais qu'on la traite en adulte, **il est illusoire de lui laisser croire qu'elle doit tout attendre de l'Etat.**

## **2) Quelle est l'autre solution miracle du PS ? La généralisation de l'assistantat !**

**Le PS propose 3 nouvelles allocations pour les jeunes, en se gardant d'annoncer quel serait leur coût et comment il les financerait :**

- **L'extension du RSA à tous les jeunes en fin de droits à l'assurance chômage** alors que RSA est actuellement accessible aux moins de 25 ans qui ont travaillé deux ans dans les trois dernières années.
- La mise en place d'une **allocation d'études pour lutter « contre la sélection sociale intense qui s'effectue particulièrement dans les études supérieures » !**
- **L'instauration d'une « allocation d'autonomie » à 10 milliards € par an, et dont François Hollande dit « l'état de nos finances publiques ne nous permet pas de financer une telle mesure à moins de renoncer à la réduction de la dette... » et Pierre Moscovici, qu'il faut éviter « l'assistantat »...**
  - ⇒ **Les jeunes n'ont pas besoin d'une énième allocation incitant à l'assistantat ou au nivellement par le bas au prétexte de lutter contre « la sélection » qui s'opère lors des études supérieures. Ils ont besoin d'un emploi pérenne basé sur de véritables besoins économiques et des compétences reconnues.** Contrairement à la gauche, qui veut faire rimer autonomie avec allocation, nous pensons **que l'autonomie ne se reçoit pas sous perfusion publique, elle se gagne par le travail.** Le PS trompe la jeunesse en lui promettant l'assistantat au travers **d'emplois publics précaires subventionnés et d'allocations non conditionnées.** **C'est le meilleur moyen d'enfermer la jeunesse dans une trappe à pauvreté dévalorisante.**
  - ⇒ Une nouvelle fois, rien de neuf sous le soleil : **assistantat et nivellement par le bas seront au menu du projet socialiste pour 2012.**

## **3) Le PS dénonce à grands cris la politique de la majorité pour la jeunesse, mais n'hésite pourtant pas à recommander un copier/coller intégral de ce qu'a fait la droite depuis 2007 en faveur des jeunes !**

Le PS manque tellement d'idées qu'en plus du recyclage de ses propositions d'il y a 14 ans, il propose **un copier/coller de ce qu'a mis en place la majorité depuis 2007**, tout en se gardant bien d'avoir l'honnêteté de verser des droits d'auteurs à l'UMP ! Le PS veut :

- « **Développer des formes d’alternance éducative** sous statut scolaire, en apprentissage, en contrat de professionnalisation »
    - ✓ Le plan emploi de la majorité qui fera l’objet de dispositions législatives en 2011 **visent à développer l’alternance, avec l’objectif de 800 000 jeunes en alternance en 2015, dont 600 000 apprentis.**
  - « **Mettre en place un grand service public de proximité de l’information et de l’orientation tout au long de la vie.** »
    - ✓ La loi du 24 novembre 2009 relative à l’orientation et à la formation professionnelle **contient déjà des dispositions en faveur de la création d’un service public de l’orientation tout au long de la vie, à travers la mise en place d’un service dématérialisé de 1<sup>ère</sup> information et de 1<sup>er</sup> conseil dès l’été 2011.**
  - « **Généraliser la pratique du CV anonyme pour franchir l’obstacle des discriminations.** »
    - ✓ Sous l’impulsion de Nicolas Sarkozy, **le CV anonyme fait déjà l’objet d’une expérimentation nationale, dont le pilotage est assuré par Pôle emploi.** Et cette expérimentation montre que **le CV anonyme semble plus pénaliser qu’aider les jeunes issus de l’immigration** ou résidant dans les zones sensibles (sans CV anonyme, ces candidats ont une chance sur 10 d’obtenir un entretien contre une chance sur 8 pour les autres candidats, avec le CV c’est 22 chances contre 6)... Le PS a au moins deux temps de retard sur le CV anonyme !
  - « **Affilier les 150 000 jeunes décrocheurs à un « Pôle public de l’insertion professionnelle »** pour donner un projet professionnel à chaque décrocheur avec une formation qualifiante et versement d’une allocation contractuelle.
    - ✓ **La majorité a mis en place les écoles de la 2<sup>ème</sup> chance (E2C).** Ces écoles visent des jeunes de 16/25 ans sans qualification professionnelle ou sans diplôme. A partir d’un parcours de formation individualisé reposant sur l’acquisition d’un savoir de base et une période en alternance, les écoles de la 2<sup>ème</sup> chance sont un succès **puisque à leur sortie 59 % des élèves sont en emploi ou en formation qualifiante. Dans le même esprit, depuis 2009, 1 268 000 de jeunes de 18-25 ans ont été en contact avec le réseau des missions locales qui les ont reçus et 435 000 d’entre eux ont pu conclure des contrats de travail classiques et 241 000 suivre des formations professionnalisantes.**
  - « **Mettre en place du tutorat** »,
    - ✓ Dans le cadre du plan emploi de la majorité mis en place pour 2011, les conditions requises pour être tuteur seront assouplies.
- ⇒ **Et toutes ces mesures lancées par la majorité donnent déjà des résultats : le chômage des jeunes a baissé de 1,1% au mois de février et de 6,4% depuis un an.**

Le plan pour les emplois jeunes du PS **hésite donc entre** :

- **« retour vers le passé »** -en recyclant les promesses de l'ère Jospin et les vieilles illusions socialistes, assistanat, dirigisme d'Etat, augmentation des dépenses publiques et des impôts...-
- **« voyage en terre inconnue »** -multiplication de nouvelles allocations et de cadeaux dont on ne sait pas du tout comment ils pourraient être financés-
- **et « l'école des cancre »** – en plagiant sans vergogne le plan emploi des jeunes de la majorité sans citer ses sources.

Dans tous les cas, **ces propositions sont le signe d'une absence de crédibilité indigne d'un parti qui s'estime en position de gouverner la France en 2012. Elles sont le signe d'un parti dirigé par les caciques de l'ère Jospin qui n'ont toujours pas compris pourquoi ils avaient perdu en 2002 malgré un bilan qu'ils estiment exceptionnel... et qui pensent donc qu'ils peuvent gagner en 2012 avec les promesses de 1997... Les Français apprécieront.**

### 1) Sur la sécurité, le PS fait du neuf avec du vieux ! Aussi bien au niveau de la philosophie qu'au niveau des propositions concrètes...

- **Au niveau philosophique.** le PS n'est pas sorti de la culture de l'excuse : « la violence trouve sa source dans le chômage de masse, dans les inégalités salariales et la dureté des relations au travail... » [...] « il faut donc lutter contre les inégalités salariales et pacifier les relations sociales : ce sont notamment les propositions de la Convention sur l'égalité réelle. » (pages 2 et 3) Quand est-ce que le PS comprendra enfin que toute violence est inexcusable ?

Le PS peine toujours à masquer son laxisme et à dépasser l'opposition entre prévention et répression : dans les 8 pages du document le mot « **prévention** » revient **2 fois plus souvent que le mot « sanction » (16 fois contre 8)**. Et quand le mot sanction est utilisé, c'est avec une réticence pour la prison pudiquement nommée « enfermement » : « Bien évidemment, les sanctions prévues par la loi peuvent aller jusqu'à l'enfermement indispensable dans les cas les plus graves. Mais d'autres solutions existent (...) qui doivent **éviter un séjour en prison** » (page 6)

- **Au niveau des propositions,** le PS nous ressort les vieilles lunes de l'ère Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur de Lionel Jospin, qui ont pourtant échoué dramatiquement (+17% de la délinquance, avec notamment une progression de la violence aux personnes de 10% en rythme annuel quand la majorité a fait reculer l'insécurité de 16% entre 2002 et 2010)!

Quelle est la 1ère idée phare et hyper novatrice du PS ? **Recréer la police de proximité qu'on rebaptise « police des quartiers »** ! Quelle est la 2nde idée du PS ? Recruter de nouveaux fonctionnaires de police (+10 000) comme si l'Etat avait les moyens de décréter aussi facilement le recrutement de 10 000 personnes supplémentaires (pour un **coût d'au moins 1 milliards d'euros par an**)! C'est de la simple poudre aux yeux : 10 000 policiers sur 5 ans, cela ne fait que 2000 policiers ou gendarmes en plus par an, **soit ½ poste en plus par brigade ou commissariat** ! Quand le PS comprendra-t-il que la vraie police de proximité, c'est la police municipale et le premier garant de la sécurité, c'est le maire, par la politique qu'il met en œuvre, par les initiatives qu'il prend !

Et le PS invente tout de même **un concept incroyable** : soumettre les contrôles de police à une procédure de justification... on marche sur la tête : **ce sont bientôt les policiers qui vont devoir présenter leurs papiers avant un contrôle d'identité** !

Quant au reste, c'est une **succession d'incantations naïves dont on ne sait comment le PS compte les mettre en place**. Un exemple : « en nous donnant les moyens de construire des villes plus denses, plus actives, plus aérées, plus apaisées et offrant une

réelle mixité sociale, nous agissons contre la violence » (p. 3) Le PS veut une justice plus rapide, une sécurité plus efficace, une mixité plus grande, des villes plus aérées... formidable ! Mais comment compte-t-il y arriver ?

La députée PS Delphine Batho a d'ailleurs critiqué **des « solutions anciennes » alors qu'il en faudrait de nouvelles « porteuses d'une fermeté de gauche**. Proclamer le droit à la sécurité ne suffit pas. Nous devons être capables d'avoir des solutions opérationnelles face à une insécurité qui s'est endurcie. **Trop de propositions ressemblent à ce que nous avons fait entre 1997 et 2002. On s'en tient à des solutions anciennes d'avant le 21 avril !** »

## **2) Si le PS peine tant à être inventif, c'est aussi qu'il reconnaît du bout des lèvres que les solutions portées par la droite depuis 2002 sont les bonnes :**

Le PS déclare : « Nous procéderons à l'évaluation des textes législatifs et réglementaires adoptés en matière de sécurité, **afin de déterminer ce qui doit être maintenu, renforcé** ou abrogé. La gauche n'est prisonnière d'aucun dogmatisme et saura opérer le tri nécessaire pour **garder ce qui fonctionne**. » (p.7) Alors que la gauche claironne que le bilan de la sécurité de Nicolas Sarkozy est « un échec » (Martine Aubry) voilà qu'elle reconnaît qu'il faut garder ce qui fonctionne...

**On attend avec impatience que PS dise clairement aux Français ce qu'il compte abroger sur la sécurité : faut-il supprimer la loi sur les bandes**, faut-il revenir sur la loi qui applique une peine de sûreté incompressible de 30 ans pour les meurtriers de représentants de l'autorité publique ? Faut-il revenir sur la loi qui permet au préfet d'interdire aux mineurs de moins de 13 ans d'aller et venir seuls sur la voie publique entre 23 heures et 6 heures du matin ?

**Un exemple emblématique de la valse-hésitation du PS sur l'action de la majorité en matière de sécurité, la vidéoprotection :**

- Le PS pensait jusqu'à présent que «**La généralisation de la vidéosurveillance n'a rien de moderne**. Son efficacité n'est pas véritablement démontrée dans la lutte contre la délinquance sur la voie publique. Elle n'est pas une demande des citoyens dont on trompe le désir de sûreté à coups de sondages très orientés» (Pouria Amirshahi, secrétaire national aux Droits de l'homme du PS, dans une lettre aux militants, datée du 13 juillet 2009.)
- Mais depuis la convention sur la sécurité a évolué... le PS déclare désormais que la vidéoprotection « n'est pas la solution miracle » mais qu'elle est quand même bien « **utile dans les endroits clos et pour aider à résoudre des problèmes comme des trafics**. » (p. 5) Merci, cela fait des années que la droite s'en était rendue compte !

### **3) Et le PS vit dans un monde parallèle où la contrainte financière n'existe pas...**

Dans les 8 pages du Pacte sur la sécurité on propose de « **donner plus de moyens** » à **tout bout de champ** : pour la police, la justice, la politique de la ville, l'école etc. Mais on ne trouve **pas un seul chiffre, pas une seule fois le mot financement, pas une seule fois le mot euro...**

Quand le PS comprendra-t-il **qu'il est indécent d'annoncer monts et merveilles aux Français (toujours plus de dépenses supplémentaires !)** sans faire l'effort de crédibilité d'expliquer comment il va s'y prendre pour financer tout cela ? Il faut appeler un chat un chat : **une promesse non chiffrée, c'est un mensonge en puissance.**

### **4) Et quand Martine Aubry vante l'exemple de Lille en matière de sécurité... il y a de quoi s'inquiéter pour la France !**

Martine Aubry dans son livre « sécurité les propositions du PS » affirme : « **la politique de sécurité que je mène à Lille préfigure ce qui serait une politique nationale de sécurité socialiste...** »

Martine Aubry n'a pourtant pas de quoi se vanter... son bilan sur la sécurité à la tête de Lille est loin d'être exemplaire! **Au point que les plus critiques sont encore les socialistes eux-mêmes ! Gilles Pargneaux, député européen PS et maire d'Hellemes, une commune de la métropole lilloise, un très proche d'Aubry, tirait à boulets rouges sur ce bilan dans un communiqué de presse daté du 28 janvier 2011 :**

- **Chiffres maquillés** : « Je suis étonné en tant qu'élu local mais aussi parlementaire de l'**autosatisfaction dont fait preuve la métropole lilloise sur le bilan sécuritaire.** Je trouve désolant de voir des **bilans négatifs maquillés en réussite.** »
- « La réalité sur le terrain est malheureusement toute autre. **Les cambriolages, sur l'année 2010, ont augmenté de 36% sur la métropole lilloise. [+1,1% à l'échelle nationale].** Les vols à mains armées avec violence ont augmenté fortement en milieu urbain, et **les trafics de stupéfiants se sont également accrus.** »
- Et encore Gilles Pargneaux n'a pas cité l'explosion des escroqueries (+14% en 2010) contre une baisse de 4,3% au niveau national...

## JUSTICE : POUR LE PS, LE DÉLINQUANT EST D'ABORD UNE VICTIME

### 1) Le projet du PS sur la justice ? Un hallucinant mélange de laxisme, de démagogie de contradictions et d'amateurisme

a) Le laxisme et l'idéologie. Le PS n'a rien appris de l'échec des années Jospin : +17% de délinquance entre 1997 et 2002 quand la majorité l'a faite chuter de 16% depuis 2002. Pour les socialistes « sanction » et « prison » sont toujours des gros mots. **Le projet du PS veut détruire l'arsenal pénal contre la récidive et les délinquants les plus dangereux.** S'il revient au pouvoir, le PS promet :

- De supprimer les peines-plancher qui fixent un seuil minimal de condamnation pour les récidivistes !
- « D'abroger la rétention de sûreté » dont le principe est de maintenir enfermés les prisonniers en fin de peine qui présentent un risque très élevé de récidive parce qu'ils souffrent d'un trouble grave de la personnalité ou qu'ils ont été condamnés pour des crimes d'une extrême gravité, en particulier sexuels. **Pour le PS, il n'y a donc pas de danger à libérer un criminel dont on sait qu'il peut très probablement repasser à l'acte dès sa sortie de prison...**
- De privilégier le tout préventif pour les mineurs délinquants. Le PS veut notamment « soutenir davantage les associations en charge des jeunes en difficulté ». C'est une réponse très insuffisante face à la réalité de la délinquance des jeunes, qui est de plus en plus violente et précoce. La délinquance des mineurs ne peut pas se régler uniquement par de la « calinothérapie » associative !
- De vider les prisons. Mme Lebranchu, ancienne Garde des Sceaux de Lionel Jospin, a dit récemment **qu'il fallait supprimer des places de prison, pour passer de 60 000 à 43000 places, alors que nous manquons déjà aujourd'hui de 20 000 places de prisons !** Et comment le PS veut-il vider les prisons ? Tout simplement en évitant de punir les délits par des peines de prison. Le raisonnement du PS tient du conte d'enfants : c'est sûr qu'il n'y aura plus de voleurs si on supprime le délit de vol !
- D'enlever à la justice et à la police les moyens de son action : le PS veut confier au juge du siège le contrôle de la garde à vue, cela risque tout simplement de paralyser les tribunaux et de priver les enquêtes d'efficacité !

⇒ Par idéologie, le PS est prêt à tout : il préfère **défendre les délinquants plutôt que les victimes !** Les Français qui subissent la délinquance apprécieront !

### b) La démagogie et le corporatisme.

- Selon le PS, la **solution miracle pour la Justice, c'est tout simplement plus d'argent public!** En 15 pages, le PS utilise 20 fois le mot « moyens » pour promettre toujours plus de « moyens » et le mot « euro », jamais, pas un chiffre, pas le début de commencement d'une piste de financement de ses promesses ! Le PS vit manifestement dans un **monde**

**virtuel où la contrainte financière n'existe pas**, où l'on peut promettre à l'infini plus de moyens et de droits, sans expliquer comment on va les financer. **Le PS veut faire tourner la planche à billet alors que chaque Français est déjà endetté à hauteur de 25 000 € !**

**Et le PS oublie de dire que notre majorité a déjà considérablement renforcé les moyens de la Justice** : entre 2002 et 2010, le nombre de juges s'est accru de 16%, le nombre de greffiers a augmenté de 22%, le nombre d'agents de réinsertion de 22% et le budget global de la justice a progressé de 4,3%... cela revient à 900 millions € supplémentaires pour le budget de la justice depuis 2007 et 2 200 nouveaux postes !

- **Au passage, le PS ne manque pas de faire un peu de corporatisme pour tenter de séduire les magistrats.** Il veut soumettre la nomination des magistrats du parquet à l'avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature. C'est du pur corporatisme : les magistrats eux-mêmes ne peuvent pas être juges et parties de la nomination de leurs pairs ! Il faut au contraire ouvrir la justice au monde, et ne pas l'encourager à se replier sur elle-même.

### **c) Les contradictions et les contre-vérités**

- **Le PS veut « créer une véritable justice de proximité »...** Nous sommes heureux de l'apprendre ! en 2002, le PS avait voté contre la loi instaurant des juges de proximité, la jugeant « inutile et dangereuse » selon les mots du député socialiste André Vallini. Et aujourd'hui **le PS ne veut pas de jurés populaires dans les tribunaux...** et pourtant il se prétend favorable à une justice de proximité, cherchez l'erreur...
- **Le PS veut assurer la collégialité du Juge des Libertés pour éviter toute erreur judiciaire...** C'est une douce illusion : dans l'affaire d'Outreau, pas moins de 60 magistrats ont planché sur la détention des accusés, soit 1% du corps judiciaire et pourtant cela n'a pas suffi à éviter des emprisonnements injustes. La vraie question ce n'est pas la collégialité mais le contrôle et l'encadrement des décideurs.

### **d) L'amateurisme et la méconnaissance des réformes de la justice.**

**Le PS propose des mesures qui existent déjà ! C'est un incroyable amateurisme de la part d'un parti qui prétend être en responsabilité en 2012. Le PS propose ainsi :**

- **De revaloriser l'aide juridictionnelle** : merci mais c'est déjà en cours, la réforme de la garde à vue prévoit le droit à l'assistance d'un avocat tout au long de la garde à vue.
  - **De développer la conciliation** : les « experts » du PS auraient dû prendre le temps de lire le décret de procédure du 1<sup>er</sup> octobre 2010 et la circulaire CIV/15/10 du 24 janvier 2011 qui s'en sont déjà occupés !
- ⇒ **Laxisme sidérant, démagogie digne du FN, contradictions grossières et amateurisme incroyable** : le projet du PS sur la justice ne peut que contribuer à **créer un climat d'impunité pour les délinquants, désorganiser les tribunaux, et creuser notre dette sans améliorer l'efficacité de la justice. Le déni de réalité est au cœur du projet du PS !**

## 2) La majorité peut être fière du chemin parcouru depuis 2007

Depuis 2007, la majorité a porté plusieurs grandes réformes qui **ont considérablement accru les libertés et les droits des Français** :

- **Priorité a été donnée à la lutte contre la récidive.**
  - Depuis 2007, **des peines planchers permettent de sanctionner fortement les criminels récidivistes** (près de 30 000 peines prononcées à ce jour).
  - La rétention de sûreté a été instaurée en 2008 pour prévenir toute remise en liberté de détenus jugés dangereux au terme de l'exécution de leur peine.
  - **Le suivi des délinquants sexuels a été renforcé**, notamment en les soumettant à un traitement hormonal (castration chimique), en regroupant l'ensemble des informations relatives à leur suivi psychiatrique et en augmentant les mesures de suivi après leur libération.
  
- **La justice a été modernisée.**
  - Alors qu'aucun Gouvernement n'avait eu le courage de s'y atteler, **la réforme de la carte judiciaire a permis de mieux répartir les juridictions sur le territoire** (819 juridictions contre 1206 avant la réforme).
  - **La simplification de certaines procédures juridictionnelles recentre les magistrats sur leur cœur de métier.**
  - Le fonctionnement des professions juridiques et judiciaires (avocats, notaires, huissiers...) a été clarifié afin de faciliter les démarches des citoyens et des justiciables.
  
- **La justice a été rendue plus accessible.**
  - Depuis des années, le PS parlait de mettre en **place la question prioritaire de constitutionnalité** (QPC), qui permet à tout justiciable de contester la constitutionnalité d'une disposition législative... **la droite l'a fait en 2008**. La majorité ne se contente pas de belles promesses, elle agit !
  - Le Conseil supérieur de la magistrature peut désormais être saisi par les Français de requêtes mettant en cause le fonctionnement de la justice et des magistrats.
  - La révision constitutionnelle de juillet 2008 a créé **un Défenseur des droits qui va regrouper** de multiples autorités administratives indépendantes – Médiateur de la république, CNIL, Défenseur des enfants, Commission nationale de déontologie de la sécurité HALDE... - dont la dispersion nuisait à la cohérence de notre système de protection des droits. Il disposera de moyens d'investigation et d'action supplémentaires qui devraient lui permettre de devenir un véritable **contre-pouvoir au service des personnes confrontées aux défaillances des organismes publics**.

### **3) D'ici 2012, la majorité va poursuivre ses efforts pour rapprocher la justice des Français :**

- **La répression de la délinquance sera accrue.** La Loppsi 2 adoptée en mars 2011, prévoit notamment :
  - **des peines-planchers pour les primo-délinquants** auteurs de violences volontaires aggravées aux personnes, dès lors qu'ils sont majeurs ;
  - **d'appliquer une peine de sûreté incompressible de 30 ans** pour les meurtriers de représentants de l'autorité publique;
  - de placer les multirécidivistes condamnés à au moins 5 ans sous **bracelet électronique à leur sortie de prison ;**
  - de permettre aux préfets et aux juridictions pour enfants **d'interdire aux mineurs de moins de 13 ans, non accompagnés d'un de leurs parents, d'aller et venir sur la voie publique entre 23 heures et 6 heures du matin.**
  - de durcir les sanctions contre les auteurs de cambriolages et vols au préjudice de personnes vulnérables (femmes enceintes, personnes âgées...)
- **La participation des Français à la justice de proximité sera renforcée. Des jurés populaires seront créés dans les tribunaux correctionnels et dans les cours d'appel,** pour siéger aux côtés des magistrats professionnels. Ils se prononceront pour juger les violences aux personnes mais également pour les décisions de libération conditionnelle des détenus condamnés à 5 ans de prison ou plus.
- **La garde à vue sera « humanisée ».** La garde à vue était en « surchauffe » ces dernières années (800 000 cas en 2009 contre 336 000 en 2003). Face à cette évolution, la garde à vue va être recentrée sur les cas les plus importants (les crimes et délits punis d'emprisonnement). Par ailleurs, la réforme renforcera fortement les droits individuels. Les personnes en garde à vue auront droit à un avocat tout au long de la procédure et les fouilles au corps intégrales seront interdites.

### **4) L'UMP a choisi d'axer sa réflexion sur l'exécution des peines**

**L'application des peines demeure un vrai problème pour notre système judiciaire.** Le constat est clair : **les forces de police arrêtent beaucoup de délinquants, mais la machine judiciaire et carcérale n'arrive pas à suivre.** Résultat, plus de 80 000 peines de prison ferme ne sont pas exécutées. Cela renforce un sentiment d'impunité qui encourage la délinquance et sape l'autorité de l'Etat. Ce phénomène a deux causes principales : il manque près de 20000 places de prisons, et les procédures judiciaires sont trop longues avec des responsabilités diluées qui favorisent trop la réduction des peines. C'est inacceptable, il est urgent d'envoyer aux délinquants un message simple : **si un tribunal vous condamne à une peine de prison, vous devrez exécuter intégralement cette peine ! La sanction, c'est la première des préventions.**

L'UMP propose donc notamment :

- **Un programme de construction de 20 000 places supplémentaires de prison pour la période 2012-2017.** Cela doit devenir une priorité budgétaire. Très concrètement, il s'agit de construire de nouvelles prisons et de rénover les 23 prisons dont la fermeture était initialement prévue. Voilà **toute la différence entre l'UMP, qui répond pragmatiquement au problème de la pénurie de place en prison, et un PS laxiste qui a déjà prévenu qu'il voulait, par idéologie, supprimer 20 000 places de prison...**
- **Une redéfinition des rôles entre les magistrats dans l'application des peines.** Aujourd'hui toute personne condamnée à 2 ans de prison a vocation à être reçue par un juge d'application des peines qui peut transformer sa peine en une sanction alternative (travail d'intérêt général etc.). Ce dispositif a trois défauts : il manque de transparence, notamment pour les victimes – c'est le juge d'application des peines qui, dans un huis-clos, a le dernier mot sur la nature et la longueur de la peine- ; il allonge le délai entre le moment où la sanction est jugée et exécutée ; il favorise l'inexécution des peines. C'est pourquoi il faut donner au Parquet l'entière responsabilité de l'exécution des peines et recentrer le juge d'application des peines sur le suivi des détenus et les éventuels contentieux entre le Parquet et le condamné. En complément de cette mesure, il faut **supprimer la procédure d'aménagement systématique des peines de moins de 2 ans ainsi que les réductions automatiques de peine, qui ne doivent leur justification par le manque de places en prison.**
- **Un renforcement de l'arsenal pour prévenir la récidive.** La loi de février 2008 a instauré la rétention de sûreté. Mais elle ne concerne que les criminels condamnés à 15 ans de réclusion. Nous proposons **d'abaisser ce seuil à 10 ans.** Enfin, aujourd'hui, un coupable d'une agression sexuelle (délit) qui se rend ensuite coupable d'un viol (crime) n'est pas légalement un récidiviste, mais simplement un réitérant. Il serait conforme à la justice **que les réitérants puissent se voir appliquer des peines-plancher au même titre que les récidivistes.**

Ces propositions n'ont qu'un objectif : **se donner les moyens de renforcer l'autorité et la crédibilité de notre système judiciaire pour améliorer la sécurité de nos concitoyens.**

## LE CONTRE-PROJET DU PS SUR LES RETRAITES : + 40 MILLIARDS D'IMPÔTS !

**Le PS, pour financer le retour à la retraite à 60 ans, propose tout simplement de créer 40 milliards € d'impôts.** Toujours plus d'impôts, c'est la réponse de la gauche à tous les problèmes : retraites, dépendance, équilibre des finances publiques... **C'est une manière d'éluider les débats de fond.** Augmenter les impôts ne peut pas tenir lieu de politique économique, surtout lorsqu'on a en France une pression fiscale qui monte à 42,8% du PIB, parmi les plus élevées d'Europe (39,3% de moyenne en Europe, comme en Allemagne, contre 37,3% au Royaume-Uni ou 29,3% en Irlande, selon les données d'Eurostat pour 2008).

En fait, ce plan miracle du PS rapporterait au plus **20 milliards**, la moitié de la somme escomptée sans tenir compte de tous les dommages collatéraux. Par exemple, le PS voudrait créer de nouvelles taxes sur le « capital » pour rapporter 19 milliards d'euros dès 2010 et 25 milliards en 2025. Au mieux, ces taxes ramèneraient **environ 10 milliards car le PS n'a toujours pas compris que trop d'impôt finit pas tuer l'impôt !** En voici, 3 illustrations:

**1/ Le PS promet de relever la taxation sur les bonus et les stock-options afin de rapporter 2 milliards d'euros.** C'est totalement fantaisiste : aujourd'hui le montant total des stocks options et des bonus versés en France est de 2,7 milliards d'euros. Si on prélève 2 milliards sur 2,7 milliards cela revient à **un taux d'imposition de 74%...** Avec un tel taux confiscatoire, plus aucune entreprise ne décidera de verser des bonus ou stock-options et le produit de l'impôt sera égal à zéro.

**2/ L'opposition attend 3 milliards de recettes du relèvement de 33% à 48% du taux d'Impôt sur les Sociétés (IS) sur les banques.** Or, même en se basant sur une année de vaches grasses pour les banques comme l'année 2007, qui a précédé la crise (le produit de l'IS des banques avait alors été de 5 milliards, contre 2,5 milliards en 2008 ou 2 milliards en 2009), cette surtaxation ne pourrait rapporter au mieux que 2,3 milliards... sans compter les effets néfastes sur la compétitivité de nos banques et le financement de l'économie française.

**3/ Les socialistes veulent rapporter environ 4 milliards notamment en supprimant la défiscalisation des plus-values sur les cessions de filiales,** alors même que le Conseil des Prélèvements Obligatoires a jugé le 6 octobre 2010 que « *la remise en cause de ce dispositif n'était pas souhaitable.* » Au sein de l'OCDE, 21 pays sur 29 exonèrent les plus-values pour cession de filiale. Si nous taxions toujours ces plus-values, les opérations de cession se feraient depuis Bruxelles ou Amsterdam, via des holdings localisés là-bas car il est très facile pour une société française de créer un holding ailleurs en Europe. C'est ce qui se passait, avant 2007, lorsque la France était un des rares pays à taxer les plus-values : de nombreux groupes français avaient créé des holdings à l'étranger et l'Etat perdait sur toute la ligne, pas de rentrée fiscale et plus de holding sur son territoire...

Même avec l'avalanche de nouvelles taxes, **on reste donc loin du compte**. D'autant plus que **les socialistes évoquent 5 milliards d'euros de dépenses nouvelles pour prendre en charge la pénibilité et revaloriser les petites retraites...** Enfin, le PS n'a manifestement pas conscience que le reste de ses mesures risque de :

- **Pénaliser le pouvoir d'achat des classes moyennes** : les socialistes voudraient relever de 4% à 20% le forfait social appliqué à l'intéressement et à la participation. Le PS veut nous faire croire qu'il s'attaque ainsi à ceux qu'il appelle les « riches » - les rentiers, les traders- mais taxer l'intéressement et la participation, c'est taxer l'épargne salariale des classes moyennes. **10,3 millions de salariés du privé seraient concernés par cette coupe sèche dans leurs revenus du travail...**
- **Détruire des emplois** : l'augmentation de 0,5% de la taxation de la valeur ajoutée des entreprises pourrait rapporter 7 milliards mais aussi supprimer des dizaines de milliers d'emplois peu qualifiés...
- **Réduire d'autres recettes de l'Etat** : l'augmentation de 1 point des cotisations patronales entre 2012 et 2021 irait à contre sens de la logique économique poursuivie partout ailleurs (la France est déjà l'un des pays européens où la part des cotisations sociales sur le PIB est la plus haute : 18,3% contre 17,1% en Allemagne, 15,7% dans la zone euro, 14,1% dans l'Union à 27 et 8,6% au Royaume-Uni). Elle entraînerait aussi la **destruction de 50 000 emplois et une perte de 1,5 milliard d'Impôt sur les Sociétés pour l'Etat...**

**Le contre-projet du PS ne tient donc pas la route** : il ne permet pas de renouer avec l'équilibre financier, il risque même d'aggraver les déficits de l'Etat ; **il pèse plus sur les classes moyennes (7 milliards sur l'intéressement et la participation) que sur les hauts revenus (2 milliards attendus sur les bonus)** ; et surtout il risque de ruiner la compétitivité de notre pays. Le PS veut aussi enterrer le principe même du système par répartition que la droite veut sauver. En effet, en prévoyant des taxes sur le « capital » pour financer les retraites, **le PS acte sa volonté de passer d'un système de solidarité intergénérationnel, où les actifs payent les pensions des retraités, à un système où le financement des retraites est fiscalisé.**

Malgré tous les efforts de prestidigitation du PS, il n'y a pas de recette miracle, c'est en travaillant plus longtemps que les Français trouveront les 40 milliards nécessaires à l'équilibre du régime des retraites. **D'ailleurs les Français jugent que ce contre projet de réforme du PS est inaudible** : selon un sondage IFOP pour la Fondation pour l'innovation politique daté du 4 novembre, ils sont près de **60% à affirmer que le PS n'a pas proposé une autre réforme des retraites...**

C'est tout à l'honneur de notre famille politique d'avoir porté cette réforme de manière responsable avec un seul objectif en tête : préserver l'avenir de nos enfants.

**LA « RÉNOVATION » ET LA « RÉPUBLIQUE NOUVELLE » DU PS :  
FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS...**

Le PS donne à longueur de journée des leçons de morale à la droite. Dans ses projets pour la « rénovation » et « pour une République nouvelle », **la gauche n'en finit pas de caricaturer la droite d'une manière odieuse tout en se parant de toutes les vertus** : « la droite veut concentrer le pouvoir, la gauche doit le partager »... ! C'est dans la droite ligne d'une Martine Aubry qui ne cesse, sans aucun respect pour la fonction incarnée par le Président de la République, d'expliquer que Nicolas Sarkozy « abîme la République »...

Le PS affirme même que « **l'exemplarité doit être conjuguée avec la réalité** », cela fait **doucement sourire quand on voit la réalité de la démocratie au PS !**

**1) Quand le PS donne des leçons de démocratie à toute la classe politique, c'est l'hôpital qui se moque de la charité !**

**a) Le PS et la démocratie en actes : le congrès de Reims, et le système Guérini**

Qui peut croire un instant que le fonctionnement interne du PS est un modèle de démocratie ? Qui est Martine Aubry pour nous donner des leçons ?

- **Le Congrès de Reims de 2008 a été, de l'aveu même des socialistes, un trucage électoral au profit de Martine Aubry... Martine Aubry a en effet été élue à cette occasion 1<sup>ère</sup> secrétaire du PS grâce à son score stalinien dans la fédération du Nord (76%), dont elle détient les clés. Ces pratiques ont été dénoncées par :**
  - **Ségolène Royal : « C'est une infraction aux règles de droit du parti, ce sont des méthodes qui portent atteinte au code de l'honneur. Les méthodes de l'appareil du parti sont totalement insupportables. »**
  - **Manuel Valls : « Comme les combinaisons d'appareil n'ont pas suffi, c'est dans les urnes, et de quelle manière, qu'on essaie de voler la victoire »**
  - **Malek Boutih, membre du bureau national du PS : il est « évident qu'une opération de bourrage d'urnes » a eu lieu au congrès de Reims. «La triche est aujourd'hui une pratique banalisée au sein du PS. C'est le cœur même du système».**
    - ⇒ **Après cela, il faut que Martine Aubry n'ait peur de rien pour comparer Nicolas Sarkozy à l'escroc du siècle, Bernard Madoff...**
    - ⇒ **Après cela, il faut du toupet au PS pour se présenter comme « la formation la plus démocratique de France » ! Faites ce que je dis, pas ce que je fais !**
  
- **Et aujourd'hui Martine Aubry se refuse de faire quoi que ce soit contre Jean-Noël Guérini, patron PS des Bouches-du-Rhône, soupçonné de collusions fortes avec les mafieux et dont Arnaud Montebourg a dénoncé les pratiques inacceptables :**
  - **« l'argent public est notoirement utilisé pour faire pression »**

- **Jean-Noël Guérini est « en situation d'usurpation de poste et de violation de nos statuts qui devraient justifier sa destitution automatique »**
- **«un clientélisme féodal où la soumission et le culte du chef ont désormais cours »**
- **« menaces physiques et intimidation de la part d'un homme armé se présentant comme le défenseur des intérêts » de Jean-Noël Guérini...**
  - ⇒ Alors que le PS avait inventé la présomption de culpabilité pour Eric Woerth ou Michèle Alliot-Marie, le voilà qui réhabilite la présomption d'innocence d'un Jean-Noël Guérini...
  - ⇒ Indignation sélective ? C'est surtout le vieil adage : « faites ce que je dis, pas ce que je fais ! »

#### **b) Les primaires, vrai coup de com' et fausse démocratisation du PS !**

Après l'épisode de Reims, pour tenter de redonner un peu de crédibilité démocratique au PS, les socialistes ont relancé l'idée des primaires, censées s'accompagner d'un « nouveau souffle pour la démocratie »... Et pourtant, les primaires, c'est tout sauf un grand scrutin démocratique ! Les primaires prétendent être ouvertes « à tous les Français inscrits sur les listes électorales ». La vérité, c'est que c'est un grand jeu d'élimination des électeurs :

- **Les primaires, c'est l'élimination des électeurs par sélection géographique** : alors qu'il y a 36 000 communes en France, le PS a prévu 10 000 bureaux de vote, essentiellement dans les grandes villes ! Le PS envoie un message clair aux Français : vote en priorité réservé aux bobos ; ruraux, on ne compte pas sur vous !
- **Les primaires, c'est la sélection des électeurs par l'argent** : les votants devront s'acquitter d'un **droit de péage de 1€ minimum pour voter** ... Le PS a réhabilité le **suffrage censitaire**... quid des votants sans ressources, pour lesquels chaque euro compte ? Pour voter, il faut payer !
- **Les primaires, c'est la sélection des électeurs par le sectarisme** : ne pourront voter que les personnes qui s'engagent à signer une « charte des valeurs de la gauche »... **sélectionner des votants en fonction de leurs valeurs et de leurs opinions, c'est tout simplement une atteinte à la liberté de conscience** ! Et un fichier de ces personnes de gauche ayant signé cette charte sera constitué par le PS à l'issue du vote. **Bref, le PS qui a toujours dénoncé tous les fichiers de police comme une atteinte aux libertés individuelles, n'hésite pas à se constituer un fichier pour disposer d'une base de données** (à des fins de marketing politique ?) sur les Français de gauche ! Dans un communiqué de Presse du 19 octobre 2009, le PS déclarait pourtant « **La possibilité de fichage des opinions politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales [...] et le fichage d'origine géographique, laissent la voie ouverte à des dérives.** » **Faites ce que je dis, pas ce que je fais !**
  - ⇒ Les primaires, c'est donc **soyez bobos, payez, faites vous fiché et vous pourrez voter** ! Belle définition de la démocratie !

**2) Et le PS a bien d'autres idées « exemplaires » pour rénover la démocratie : elles relèvent soit du plagiat grotesque, soit de la démagogie de base, soit d'une conception « censitaire » du vote !**

➤ Le PS propose de réserver la présidence de la commission des finances au Parlement à un membre de l'opposition. **Avancée considérable, proposition d'une nouveauté incroyable... mais qui a été mise en place dès 2007 sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy !** C'est ainsi que les députés socialistes Didier Migaud puis Jérôme Cahuzac sont devenus Président de la Commission des finances à l'Assemblée nationale... Merci pour l'hommage tardif que cette proposition du PS fait à la politique de la majorité !

Dans le même esprit, le PS veut « associer **des jurys de citoyens aux travaux du Conseil Economique et social** » « **tirés au sort sur le modèle des assises** »... idée qui consiste à rapprocher les citoyens des experts ! Logique à laquelle nous souscrivons et qui est exactement celle que nous voulons appliquer en introduisant des jurys citoyens auprès du juge de l'application des peines, et que le PS dénonce à grands cris ! Cherchez la logique !

➤ **Le PS en fait aussi des tonnes sur l'interdiction du cumul des mandats...** Le PS veut laisser croire que ce serait la recette magique pour lutter contre l'absentéisme de certains parlementaires, pour renouveler et diversifier la classe politique... que les élus qui cumulent les mandats ne peuvent pas être à la fois au four et au moulin et qu'ils sont du coup de mauvais maires et de mauvais députés... Bref, ce serait la potion magique de la démocratie ! La vérité, c'est que c'est une **mesure démagogique, qui peut avoir les effets contraires du but recherché : cela risque d'affaiblir les parlementaires en leur enlevant un ancrage local indispensable pour renforcer leur poids face à l'exécutif**, de créer des élus « hors-sol » sans lien avec le terrain, ou de **renforcer l'écart entre les décisions prises à Paris et la réalité que vivent les Français**. Enfin, cela **risque de coûter une fortune**, notamment à cause du statut de l'élu qu'il faudrait mettre en place en contrepartie. La règle actuelle, qui permet de cumuler un mandat local et un mandat national et de limiter les indemnités, est déjà assez équilibrée.

En plus, le PS profite de l'occasion pour nous donner une **leçon d'hypocrisie absolument incroyable !** Le PS affirme « l'exemplarité, c'est **de ne pas attendre la loi que nous ferons voter dans les premiers mois du quinquennat pour appliquer à nous-mêmes la limitation du cumul des mandats de parlementaires et d'un exécutif local.** » Et pourtant au PS :

- **Le rédacteur même de ce texte est Arnaud Montebourg, le plus grand pourfendeur du cumul des mandats, qui est lui-même Président du Conseil Général de Saône-et-Loire et député...**
- **François Hollande**, candidat aux primaires, est député de Corrèze et Président du Conseil général de Corrèze...
- **Jean-Marc Ayrault**, patron des députés PS, est député de Loire-Atlantique et maire de Nantes...

- **Manuel Valls** est maire d'Evry et député de l'Essonne...
  - André Vallini est président du Conseil général de l'Isère et député de l'Isère
  - Jérôme Cahuzac est maire de Villeneuve sur Lot et député du Lot etc.
- ⇒ **faites ce que je dis, pas ce que je fais !**

➤ **Dans la même veine populiste, le PS affirme qu'il faudra renforcer les règles anti-concentration dans les médias...** on voit bien sûr que le PS vise le Figaro, propriété du groupe Dassault, ou TF1 propriété de Bouygues... avec comme critique sous jacente –qui est aussi celle de Mélenchon et de Marine Le Pen- que la presse est aux ordres de Nicolas Sarkozy ! C'est risible quand on sait que **tous les médias, quelle que soit leur orientation politique, sont adossés à des financiers ou à des industriels, ce qui leur permet tout simplement de financer leur travail** : à commencer par Le Monde, propriété de Pierre Bergé, soutien financier de Ségolène Royal en 2007, et de Matthieu Pigasse, soutien de DSK, ou Libération, propriété de David de Rothschild qui ne cache pas que son cœur bat à gauche, ou le Nouvel Observateur, propriété du groupe Perdriel... Le PS veut-il réserver cette mesure au Figaro... ou aussi l'étendre aux médias de gauche qui sont les premiers à bénéficier des généreux financements de groupes industriels ?

Et puis **détacher la presse -déjà économiquement au bord du gouffre - du soutien financier des groupes industriels ou financiers, c'est signer son arrêt de mort!** Doit-on comprendre que Martine Aubry veut la fin de la presse privée, et le retour de l'ORTF, ou de la Pravda ? Un monde médiatique entièrement aux mains du public est-il un gage de pluralité ?

➤ Le PS veut aussi introduire une **dose de proportionnelle aux élections législatives...** il explique qu'il poursuit ce but dans une noble ambition démocratique... La réalité, c'est surtout qu'il **fait des petits calculs politiques** : en 1986, François Mitterrand avait déjà introduit une dose de proportionnelle pour les élections législatives afin de donner des élus au FN et d'affaiblir durablement la droite... C'est exactement ce qu'il s'était passé, le FN avait eu 35 députés et la droite n'avait gagné les élections que d'une courte tête, alors qu'elle aurait dû remporter une éclatante victoire ! Aujourd'hui, **le PS renoue avec les mêmes liaisons dangereuses que Mitterrand, il est prêt à faire monter le FN pour fragiliser la droite et avoir le pouvoir ! Qui est Martine Aubry pour accuser l'UMP de « jouer au pompier pyromane avec le FN » quand elle veut réserver au FN des places sur les bancs de l'Assemblée ? Faites ce que je dis, pas ce que je fais !**

➤ Enfin, le PS propose de donner le **droit de vote aux étrangers pour les élections locales sous prétexte que les étrangers payent aussi des impôts locaux...** Pour nous, le **droit de vote est intimement et indissociablement lié à la nationalité** : c'est parce que l'on est Français que l'on a le droit de vote, et pas parce que l'on paye des impôts...

## LE PS ET L'ÉCOLE... VITE, NIVELONS PAR LE BAS !!!

Le PS est fidèle à son orientation idéologique fondamentale : **méfiance à l'égard de la famille, confusion entre éducation et instruction, obsession des moyens**. Pour les socialistes l'Ecole n'est pas d'abord faite pour instruire, mais pour massifier, unifier, **uniformiser... par le bas** ! L'UMP estime qu'il faut bien distinguer les choses : l'éducation revient à la famille, tandis que l'instruction revient à l'école ; confondre les deux, c'est s'exposer à ne réussir ni l'une ni l'autre. Chacun ses responsabilités. Quant aux moyens, l'obsession du PS devient lassante : **si 20% des enfants ne savent pas lire en sortant du CM2, ce n'est pas faute de moyens financiers**. Il faut tordre le cou à cette idée reçue chère au PS, il n'y a **pas de lien entre augmentation des moyens et amélioration des résultats scolaires**, ce qui compte ce ne sont pas tant les moyens que l'usage qu'on en fait :

- **Nous dépensons plus d'argent pour l'éducation que l'Allemagne et pourtant leurs élèves réussissent mieux que les nôtres** (exemple : score de 497 en mathématique pour la France dans l'enquête PISA réalisée par l'OCDE en 2009 contre 513 pour l'Allemagne).
- De même, **il n'y a pas de corrélation systématique entre nombre d'élèves par classe et réussite scolaire**. La Corée du Sud, 2ème meilleur système scolaire au monde selon l'OCDE, compte 30 élèves par classe, et jusqu'à 35 élèves dans l'enseignement au primaire, contre 24 élèves au collège et 22,6 élèves en primaire en France !

### **1) Le PS veut éviter toute émulation positive, et niveler massivement vers le bas !**

- **Supprimer les notes**. Supprimer le thermomètre n'a jamais fait baisser la fièvre. La Suisse, la Suède, le Danemark et les Etats-Unis, qui ont expérimenté ces méthodes «soixante-huitardes» les remettent aujourd'hui en cause. En France, une expérimentation a été menée au lycée-collège Van der Meersch de Roubaix en 2010. Les enseignants ont dressé ce constat : «L'ambiance de travail s'est dégradée [...] Les élèves ont eu tendance à devenir moins compétents à cause d'un manque de rigueur. [...] **Seuls 3 élèves ont fait l'effort d'apprendre leurs conjugaisons, les autres ne s'en sont pas donné la peine et il semble que l'absence de note en est une cause aggravante.** [...] La disparition de la note ne semble donc pas être une solution pour agir sur la motivation des élèves. » CQFD.
- **Supprimer le redoublement**. Le PS conçoit l'école comme un parcours sans obstacle, sans résistance, sans exigence. C'est cohérent avec les objectifs chiffrés de type stalinien qu'il aime fixer : 80% au Bac, 50% en licence, etc. **La qualité importe peu. C'est la quantité qui compte**. On conçoit que dans un tel système, tout ce qui peut ressembler à un « contrôle qualité » soit à bannir de toute urgence !
- **Fusionner l'école primaire et le collège** car le passage en 6ème serait une « rupture traumatique »... On ne voit pas l'effet d'une telle mesure, sinon de supprimer une

étape importante qui structure la vie des jeunes et les conduit à acquérir de l'autonomie et de la maturité. Cette sensiblerie ferait rire les collégiens qui, à la différence des experts du PS, ont hâte de devenir des adultes. Le problème du collège, ce n'est pas de rompre avec l'école primaire (on pourrait dire que le lycée est lui-même traumatisant, sans parler de l'université !), c'est qu'il souffre des difficultés héritées de l'école primaire (20% arrivent au collège sans savoir lire). Il faut se consacrer à ce problème, en **améliorant les contenus de l'enseignement, pas en réformant les structures.**

- **« Elaborer de nouveaux programmes, plus ouverts sur les activités artistiques, culturelles et sportives ».** Il faudrait **revoir les programmes, jugés trop «académiques»**. On se demande comment le PS compte faire entrer la France dans la « société de la connaissance » **en recentrant les programmes sur le sport et les activités artistiques...** Se sont-ils renseignés sur le niveau en mathématiques, lecture et écriture des enfants coréens, japonais, finlandais ? La France doit avant tout continuer de **rattraper son retard dans les matières fondamentales** et non se distraire avec des matières annexes.
- **Atteindre 80% d'une classe d'âge au BAC.** Revoici le vieil objectif des socialistes de 1981. **Pourquoi pas 100% d'ailleurs ?** L'objectif de notre majorité, c'est que 100% des enfants sachent lire en sortant du CP. Voilà un objectif concret, légitime, défini, atteignable. Il faut toujours se fixer des objectifs définis en termes de compétences objectives. A défaut, le **risque est d'utiliser pour atteindre l'objectif quantitatif le moyen le plus facile : faire baisser le niveau.**

## 2) **Le PS veut mettre les étudiants sous perfusion publique...**

- **Créer une allocation d'autonomie pour les étudiants.** Cette mesure est une véritable synthèse du projet du PS : elle est à la fois **démagogique, coûteuse et sans rapport avec les problèmes réels que rencontrent les jeunes.** Ce n'est pas le coût des études qui empêche les jeunes de les poursuivre. Dans les grandes villes, **c'est le prix des logements qui peut être prohibitif.** C'est sur cela que notre Majorité se mobilise, y compris en plafonnant le montant des loyers. Enfin, il sera **difficile d'expliquer aux jeunes qui travaillent qu'ils pourraient gagner autant ou quasiment autant en restant à la fac.** Nous préconisons plutôt de réfléchir à l'évolution des nombreuses aides existantes, pour les réserver aux étudiants qui en ont le plus besoin.

## AGRICULTURE : UN PS SCHIZOPHÈNE QUI VANTE LA POLITIQUE AGRICOLE DE LA MAJORITÉ ALORS QU'IL N'A CESSÉ DE LA CRITIQUER DEPUIS 2007

En matière agricole, tout ce que le PS propose de faire à partir de 2012, le gouvernement l'a engagé depuis 2007... Le PS est pris en pleine crise de schizophrénie : il préconise pour 2012, des mesures qu'il a dénoncées depuis 4 ans !

### 1) Régulation des marchés agricoles, le PS en flagrante crise de « sarkophilie » !

- Le PS propose une gouvernance mondiale de l'agriculture coordonnée entre la FAO, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale pour mettre fin au scandale de la faim dans le monde et mettre en place une véritable **politique de régulation des marchés internationaux**.
  - ✓ C'est l'une **des grandes priorités de la présidence française du G20** qui a lieu en 2011 ! Après avoir été un des plus ardents défenseurs de la régulation financière en Europe et sur la scène internationale, **Nicolas Sarkozy a placé la lutte contre la volatilité des prix des matières premières parmi les 5 priorités de la présidence française du G20**. Ainsi, les ministres de l'Agriculture du G20 se réuniront en juin 2011 afin de proposer des solutions pour renforcer la sécurité alimentaire et développer l'offre agricole.
  
- **A l'échelle de l'Europe**, le PS demande la mise en place de dispositifs permettant d'**examiner le contenu social et environnemental des produits agricoles entrant dans l'espace européen pour s'assurer qu'ils respectent les normes européennes**.
  - ✓ Le PS ne serait-il pas en train de défendre la mise en place d'un mécanisme qui s'approcherait de « **la taxe carbone aux frontières de l'Europe** » pour l'**instauration de laquelle Nicolas Sarkozy a bataillé à Bruxelles**.
  
- **Le PS préconise aussi une harmonisation par le haut des règles sociales et environnementales en Europe**.
  - ✓ Pour soutenir l'emploi agricole sans remettre en cause le pouvoir d'achat des salariés, **les producteurs de fruits et légumes sont exonérés des charges patronales depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, pour l'emploi de travailleurs occasionnels**. Une mesure qui a permis aux exploitations de se rapprocher de leurs concurrents européens en abaissant le coût horaire du travail de 12,81 euros à 9,43 euros contre 6 euros outre-Rhin. Lors du 65e congrès de la FNSEA à Saint-Malo le 1er avril 2011, le Premier ministre a annoncé **l'extension du dispositif d'allègement des charges patronales agricoles aux employeurs de salariés permanents**. Cette mesure devrait être mise en œuvre au début de l'année 2012. L'approche de la majorité est pragmatique et répond à une difficulté immédiate, contrairement au PS qui fait une proposition d'harmonisation européenne qui est aujourd'hui parfaitement irréaliste.

## 2) Le PS, premier supporter de la loi de Modernisation agricole ?

Les députés PS avaient publié le 28 juin 2010 un communiqué intitulé « la loi de modernisation agricole : la loi qui ne résout rien ». **Et pourtant à lire les propositions pour l'agriculture du PS... on ne retrouve que des mesures présentes dans la LMA, contre laquelle il a voté !**

- Le PS veut soutenir le développement de conventions de filières au travers de la **généralisation de contractualisations** collectives au sein de structures interprofessionnelles qui permettront d'assurer un prix minimum pour les producteurs.
  - ✓ Le PS vante les mérites de la **contractualisation**... l'UMP ne lui en demandait pas tant ! C'est la **mesure phare portée par la LMA**, qui facilite la signature de contrats entre agriculteurs et acheteurs afin de sécuriser leurs revenus.
  
- Le PS préconise le principe d'une **production locale devant satisfaire prioritairement les besoins locaux**.
  - ✓ S'agissant de l'attachement du PS aux « **productions locales pour des besoins locaux** » et notamment dans la restauration collective ; **que les socialistes soient rassurés**, suite à l'adoption de la LMA, le code des marchés publics est en cours de modification pour accorder dans la restauration collective publique une préférence aux productions issues de circuits locaux, et notamment de produits bio.
  
- Le PS propose une **loi foncière pour favoriser la création de ceintures vertes** autour des villes et permettre l'installation de nouveaux agriculteurs.
  - ✓ Afin de protéger le foncier agricole, Bruno Le Maire a pris plusieurs mesures dont l'objectif est de réduire de moitié la perte des surfaces agricoles d'ici 2010... (cf argu sur la ville)
  
- **Le PS entend rompre avec l'utilisation systématique de pesticides**, d'engrais, le gaspillage de l'eau et des énergies fossiles.
  - ✓ En supposant que l'agriculture biologique serait négligée par le gouvernement, le PS fait état du peu d'intérêt qu'il porte à l'agriculture. En effet, en 2007, Michel BARNIER a lancé le plan d'action « **Agriculture biologique : horizon 2012** » avec l'objectif de 6% de surfaces en bio.  
En 2009, les surfaces en conversion biologique représentaient 63 000 hectares, 5 fois plus qu'en 2008. La moitié est consacrée à de grandes cultures. **En 2009, 10 agriculteurs par jour en moyenne se sont convertis au bio**. La dynamique entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 juillet 2010 étant de l'ordre de 30% plus forte que pour la même période en 2009.
  - ✓ des marges de manœuvres budgétaires ont été dégagées pour accompagner ce mouvement et permettre à chaque projet de conversion de se réaliser. Ainsi, au

total, en 2010, plus de **100 millions d'euros ont été dédiés à la production biologique.**

- ✓ S'agissant des pesticides, la politique du gouvernement est claire et responsable. Dans ce domaine, Bruno Le Maire a notamment annoncé le 13 mars 2011 que la France souhaitait **réduire de 25% le recours aux antibiotiques d'ici à cinq ans.** Le ministre vient de commander une étude sur les résidus chimiques présents dans les aliments destinés aux enfants.
  
- Le PS veut **étendre la retraite complémentaire obligatoire aux conjoints d'exploitants et aux aides familiaux.**
  - ✓ Avec cette dernière proposition, le PS montre qu'il ne suit vraiment plus du tout l'actualité agricole française ! En effet, en matière de retraite, **les collaborateurs d'exploitation et les aides familiaux ne sont plus uniquement affiliés au régime de base mais également au régime de retraite complémentaire, et ce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.**

**1) La vision urbaine délirante du PS : transformer la ville en réserve naturelle de protection de la faune et de la flore...**

**Le PS veut « étendre les zones Natura 2000 à tout le territoire. La construction de pavillons ne saurait se faire indéfiniment au détriment des terres agricoles et naturelles. »**

**Natura 2000 est un outil formidable pour la préservation de la faune, de la flore et des oiseaux migrateurs qui protège 12% du territoire notamment des zones naturelles comme les Cévennes, la Sologne, les dunes de Gironde, le parc national des Ecrins dans les Alpes... mais il est absolument inadapté d'étendre ce projet à l'ensemble du territoire sans nuance et tout particulièrement aux villes. Imagine-t-on Paris, Marseille ou Lyon être soumis aux mêmes obligations de protection de la faune et de la flore que les réserves naturelles que sont les étangs de Sologne ou le parc des Cévennes ?**

S'agissant du grignotage des terres agricoles, la Loi de modernisation de l'agriculture (LMA) adoptée en juillet 2010 apporte des réponses autrement plus réalistes que de faire de la France entière une zone Natura 2000. **L'objectif de la LMA est de réduire de moitié la perte de surfaces agricoles d'ici 2020. Pour cela :**

- **Un observatoire de la consommation des terres agricoles a été instauré** pour analyser la réduction de ces surfaces, fournir des points de repère aux collectivités territoriales, et tenter de l'endiguer. Des commissions dans chaque département auront pour mission de **donner un avis sur les documents d'urbanisme et tout projet susceptible de conduire à une réduction des surfaces agricoles.**
- **Une taxe sur les plus values dégagées par la vente des terrains agricoles devenus constructibles sera mise en place pour sensibiliser au gaspillage des terres agricoles.**
- Dans chaque région, un plan régional de l'agriculture durable intégrant toutes les dimensions du développement agricole sera élaboré pour éviter que l'agriculture ne soit la variable d'ajustement des autres schémas définis à cette échelle.

**2) Le PS veut transformer la ville en un grand blog participatif...**

- **Le PS propose le « soutien aux blogs d'intérêt général et aux ateliers de création sur les sites wiki » afin de préparer la ville au numérique... On croit rêver, le PS joue l'avenir de la ville sur les blogs et les sites wiki ! Pendant que le PS « blogue », la majorité travaille pour rendre accessible le numérique à tous les Français.** La majorité a développé les tarifs sociaux, afin de lutter contre la fracture numérique qui touche les foyers les plus modestes. La réduction tarifaire pour les plus démunis est financée par le fonds du service universel, auquel contribuent l'ensemble des opérateurs. Aujourd'hui, l'objectif est que ce tarif social soit étendu à l'accès Internet haut-débit.

- **Le PS invente le concept fumeux de « Droit pour chacun à produire la ville via la Participation Public-Privé-Population : les 4P ».** La logique participative ségoléniste du PS atteint un summum du ridicule. **Que les citoyens soient impliqués (par le vote, dans les conseils de quartiers, dans les associations) est une chose nécessaire.** Qu'on leur demande de participer à une gestion quotidienne en est une autre et ne correspond pas à une de leurs attentes. Les Français souhaitent avant tout de leurs représentants élus une prise de responsabilité à la hauteur de leur mandat.

### **3) Une succession de magnifiques vœux pieux... sans l'ombre d'un financement**

Enfin, le PS quitte le monde virtuel de Natura 2002 et des blogs pour essayer de s'intéresser aux vraies problématiques de l'urbanisme : les transports, la sécurité, le logement... mais ce n'est que pour se lancer dans une **succession d'incantations !**

Pour les transports, le PS veut :

- **des « transports faciles à utiliser, peu chers et durables »**
- **développer « les modes alternatifs d'usage de la voiture [...] les transports à la demande, dès lors qu'ils apportent à la collectivité»**
- **proposer « des tarifs des transports suffisamment modulés pour permettre l'accès réel de tous aux déplacements en transport en commun, notamment des plus modestes.** De même, l'obtention du permis de conduire et l'usage d'une voiture seront facilités pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail ».
- ⇒ **Nobles objectifs que nous partageons tous, mais comment les finance-t-on et comment fait-on ?**
- ⇒ **Pendant que le PS rêve à des transports propres, accessibles et gratuits pour tous, la majorité agit :** dans le cadre du Grenelle de l'environnement le Gouvernement a investi 1 milliard d'euros pour les transports et l'urbanisme durables.

Pour le logement, le PS veut **« sanctuariser l'effort national pour la construction et en revoir les priorités ».** Sanctuariser, cela veut dire avaliser ce qu'a fait le gouvernement ! **Il est vrai que la majorité a fait un effort massif en faveur du logement.** En 2009, le plan de relance a permis une accélération des engagements financiers dans le cadre du programme national de rénovation urbaine. Les premières conventions signées commencent à donner des résultats dans les quartiers **(33 450 logements ont été construits, 95 000 réhabilités).** Des moyens considérables ont été engagés pour transformer en profondeur les quartiers prioritaires (le programme national de rénovation urbaine représente près de 43 milliards d'euros d'investissements) et à l'horizon 2013, **490 quartiers répartis dans la France entière seront rénovés, améliorant le cadre de vie de près de 4 millions d'habitants.**

Le PS veut surtout **« stopper l'envolée des loyers », en « plafonnant leur montant lors de la 1<sup>ère</sup> location ou à la relocation, notamment dans les zones de spéculation immobilière ».**

Encore une fois, le PS veut **privilégier la contrainte à l'incitation... Il a tout faux ! C'est une idée contre-productive pour 4 raisons :**

- **Le PS s'y prend à l'envers : si les loyers sont élevés c'est qu'il manque des logements neufs... or ce n'est pas en s'attaquant à la conséquence –le montant des loyers- qu'on règle la cause-** la pénurie de logements locatifs !
- **Cette mesure existe déjà depuis 15 ans à Paris... mais n'est pas appliquée** car les ménages sont dans une course à la recherche de logements qui fait inévitablement monter les loyers.
- **Cela risque de décourager les investisseurs qui construisent des logements locatifs...** le PS risque ainsi de tarir la construction de nouveaux logements et donc de faire encore monter les loyers !
- **Enfin, on ne peut pas régler ce problème en décrétant une mesure uniforme applicable à tout le pays alors que les situations sont très différentes d'une ville à l'autre :** dans beaucoup de villes comme Pau, Clermont-Ferrand, Dijon, Saint-Etienne... les loyers sont orientés à la baisse et **les propriétaires seront ravis de ce cadeau du PS**, alors qu'à Paris ou Lyon les loyers explosent ! On retrouve là la vieille tentation d'Aubry de tout régler d'un coup de baguette magique depuis Paris, comme elle l'avait fait avec les entreprises pour les 35 heures, sans prendre en considération les particularités locales !

**Pour l'école, le PS veut « restaurer une régulation juste des moyens en milieu scolaire ».** Comme si la politique d'éducation prioritaire de l'UMP n'était pas juste ! Depuis 4 ans, les élèves scolarisés dans des établissements en ZUS, comblent progressivement leur retard en matière de réussite scolaire : **le taux d'admission au brevet y est passé de 68,3 % en moyenne en 2005 à 73,4 % en 2009.** Preuve supplémentaire de l'intérêt porté par le gouvernement à l'éducation : une dizaine d'internats d'excellence sera ouverte à la rentrée 2011 (représentant 1500 places nouvelles), 3000 places en Résidences pour la réussite seront disponibles pour les étudiants et 8,6 millions d'euros seront consacrés aux Cordées de la réussite afin d'accompagner les jeunes des quartiers vers l'enseignement supérieur.

Pour **l'accès aux soins**, le PS veut obliger les jeunes médecins à s'installer dans les « déserts médicaux » pendant une période de 3 à 5 ans... Nous n'avons pas attendu le PS pour découvrir le problème de la désertification médicale, ni choisi comme lui la coercition pour trouver des solutions à cette problématique. **La majorité préfère l'incitation à la contrainte et le respect de la liberté individuelle au dirigisme d'Etat !** La majorité a donc agi en 3 temps :

- le gouvernement a créé **400 bourses de 1200€ par mois sur la période 2010 - 2012 pour financer les études des futurs médecins qui s'engagent en contrepartie à exercer en zone « désertée ».**

- **L'Etat a alloué 75 millions € pour la création de 250 maisons de santé pluridisciplinaires d'ici à 2013** qui doivent permettre aux médecins et aux professions paramédicales de se regrouper dans des établissements communs pour mieux assurer la continuité des soins.
- de 1980 à 1993, sous François Mitterrand, **le numerus clausus qui détermine le nombre d'étudiants en médecine est passé de 7000 à 3500, ce qui explique la pénurie actuelle de médecins en France. La majorité a relevé ce numerus clausus à 7400.**

**Pour la sécurité, le PS nous revend la police de proximité des années Jospin. Le PS oublie de rappeler que la fameuse police de proximité, au déploiement si couteux, a été extraordinairement inefficace contre l'insécurité (+17% en 5 ans de gouvernement Jospin) ! Depuis la disparition de la police de proximité, l'action de la majorité, qui va dans le sens d'une présence ciblée et efficace, a permis de faire **baisser de 11% le taux de délinquance globale en Zone urbaine sensible entre 2005 et 2009 !****

- ⇒ Pour la ville du 21<sup>ème</sup> siècle, le PS a décidé d'aller très loin ! **Très loin dans le domaine des propositions déconnectées des Français et dans les dépenses, non chiffrées !** Quand les experts du PS parlent urbanisme on les sent si étrangers au sujet qu'ils passent pour des « indiens dans la ville »...

**LE PROGRAMME INTERNATIONAL DU PS :  
« UNE DIPLOMATIE DE BISOUNOURS »**

Loin de proposer une alternative à la politique étrangère du chef de l'Etat, **le Parti socialiste se contente, au mieux, de proposer ce que Nicolas Sarkozy a déjà entrepris**, au pire, de suggérer des politiques d'un angélisme en complet décalage avec les réalités de la scène internationale (Le PS l'assume d'ailleurs sans complexe : « **nos textes promettent une diplomatie que je qualifierais de relations internationales chez les Bisounours** » selon les propres mots de Monique Saliou, ancienne directrice adjointe du Cabinet de Jean Glavany, conseillère du 3ème arrondissement de Paris membre du secrétariat international du PS, dans l'hebdo des socialistes n°581 de septembre 2010.)

**1) Quand le PS est le meilleur VRP de la politique internationale de Nicolas Sarkozy...**

**Le Parti socialiste met en avant 4 objectifs, dont la pertinence est d'autant moins contestable qu'ils correspondent très exactement aux priorités de l'action internationale menée par Nicolas Sarkozy depuis 2007 :**

- **Rénover le multilatéralisme** : les socialistes prônent un élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU (à l'Inde, à l'Allemagne, au Brésil et au Japon) afin de mieux refléter les nouveaux équilibres régionaux et les nouveaux rapports de force. Faut-il leur rappeler que la **réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU est un combat permanent du Président de la République ?** Les socialistes ont la mémoire courte, mais ils ne devraient pas avoir oublié pour autant le discours prononcé lors de la 64ème assemblée générale de l'ONU, le 23 septembre 2009, dans lequel Nicolas Sarkozy appelait une telle réforme de ses vœux. **Le Président est d'ailleurs celui qui a donné au G20 sa place actuelle, où les pays émergents sont enfin considérés en fonction de leur puissance réelle...**
- **Promouvoir une mondialisation plus juste** : le PS s'en tient aux accusations de « désengagement de l'Etat » et aux critiques d'une « politique ultralibérale du tout-marché »... Cette critique est ridicule quand on sait que **c'est Nicolas Sarkozy qui a œuvré et continue d'œuvrer pour une meilleure régulation du capitalisme**. C'est le Président de la République qui, dans le cadre du G20 de Pittsburgh, a entrepris les premières démarches visant à encadrer les activités financières. La France a poursuivi cette initiative à l'échelon européen et construit, avec l'Allemagne, les mécanismes qui feront participer les établissements bancaires à l'effort collectif pour retrouver le chemin de la croissance et de la stabilité financière. Aujourd'hui, dans le cadre des discussions du G20 sous présidence française, le chef de l'Etat a imposé des sujets qu'aucun dirigeant

n'avait jusqu'à présent osé mettre sur la table : la régulation concrète des marchés dérivés de matières premières ou encore la prévention de futures « guerres des monnaies ».

Et le PS propose **d'instituer une taxe européenne de 0,05% sur les transactions financières... Les socialistes ne sont manifestement pas au courant qu'il y a eu un sommet exceptionnel de la zone euro le 12 mars dernier** au cours duquel Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont convaincu les autres chefs de l'État et de gouvernement de la zone euro «de la nécessité **de réfléchir à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières et de faire avancer les travaux aux niveaux de la zone euro et de l'UE** ainsi que sur le plan international ». Les 17 membres de la zone euro ont accepté que la **France porte cette proposition dans le cadre du G20**. Les députés européens ont d'ailleurs voté le mardi 8 mars un rapport favorable à une **taxe comprise entre 0,01% à 0,05% qui pourrait rapporter 200 milliards € par an...** Encore une fois, **le PS a un train de retard, y compris dans le copier/coller !**

Sur la question du changement climatique, **le PS appelle à mettre en œuvre une des principales recommandations de Nicolas Sarkozy : créer une Organisation mondiale de l'Environnement...** Merci pour les encouragements !

- **Relancer l'Europe vers la croissance et l'emploi.** Le PS met ainsi la lumière sur le rôle central joué par Nicolas Sarkozy dans le sauvetage de la Grèce, puis de l'Irlande, et dans la défense de l'euro... Sans la France, et sans la force de conviction de Nicolas Sarkozy, l'Allemagne hésitante aurait pu laisser sombrer la zone euro !
- **Garantir notre sécurité.** L'hostilité de principe du PS au retour de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, qui permet de renforcer les complémentarités entre une Alliance atlantique rénovée et une Europe de la Défense enfin opérationnelle, montre que **le PS n'a pas pris conscience du fait que nous vivons dans un monde de plus en plus dangereux, avec des menaces qui n'existaient pas il y a 30 ans.**

## **2) Mais le PS veut sauver le monde en multipliant les incantations « bisounours »...**

Le PS veut **instaurer la paix dans le monde, arrêter la prolifération nucléaire et le terrorisme, préserver la sécurité des populations civiles et sauver l'Europe. Magnifique, qui ne le souhaite pas ?** Mais les solutions avancées pour atteindre ces objectifs se situent à un tel niveau de généralité et d'imprécision que personne n'oserait les critiquer.

- Pour garantir le règlement politique des conflits, le PS affirme que « ***l'action militaire n'est ni un préalable ni une fin en soi*** ». Les experts socialistes en font l'application au conflit israélo-palestinien, en déclarant que « ***tout progrès durable passera par le dialogue*** ». Merci, cela fait vraiment avancer le débat.

- Pour la sécurité internationale et de la lutte contre le terrorisme, le PS, emporté par un élan d'héroïsme, n'hésite pas à promettre de mener « **contre toutes les formes de terrorisme un combat sans faiblesse** ». Mais il se garde bien de détailler les mesures qu'il prendrait pour mener ce combat ! **Le PS valide d'ailleurs le choix de la présence de nos troupes en Afghanistan** pour accompagner « *l'émergence de forces de sécurité afghanes crédibles, contrôlées par les autorités d'un État stable* ». C'est l'objectif effectivement qui guide chaque jour l'engagement de nos soldats.
- Sur l'immigration, **le PS n'a pas changé d'un iota sa doctrine depuis les régularisations massives des sans-papiers opérées sous Jospin !** Il pense que « **la France et l'Europe ont besoin d'une immigration légale** pour construire leur avenir » et se dit donc en faveur « **d'un processus de régularisation pour les travailleurs étrangers** »...  
Le PS ferait mieux de prendre exemple sur l'Espagne du socialiste Luis Zapatero qui s'est mordu les doigts d'avoir été très laxiste sur l'immigration. Après avoir régularisé 600 000 clandestins en 2005, il a créé un ministère de l'immigration en 2008, et, en 2009, restreint le regroupement familial, introduit la possibilité d'expulser des mineurs à partir de 16 ans et augmenté le nombre d'expulsions (+ 25% par rapport à 2008)...
- Enfin, le PS est en faveur du « **désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive** ». Cette proposition ne sera contestée par personne et surtout pas par le président de la République qui a toujours prôné une ligne sans concession vis-à-vis de l'Iran et a soutenu l'action de l'AIEA en vue d'une stricte application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Les récentes crises ivoirienne et libyenne montrent bien combien **le PS est incapable de passer de l'incantation à l'action...**

- **En Côte-d'Ivoire, le PS a longtemps soutenu Gbagbo, dont le parti était membre l'internationale socialiste :**
  - Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national chargé des relations internationales, était à Abidjan, le 16 octobre, pour soutenir Gbagbo et déclarait « Je ne suis pas venu donner des leçons ou des consignes. Mais j'observe que **Laurent Gbagbo, qui m'a reçu, a réussi la paix**. Nous devons tourner la page et travailler dans ces pays à un partenariat soucieux de leur souveraineté. **J'y reviendrai en ami.** »
  - **Jack Lang** : « A son crédit, **Gbagbo a rétabli la paix et la démocratie**. Pour la première fois, une **vraie élection pluraliste a eu lieu** avec 14 candidats au premier tour » !
  - **François Hollande** a affirmé que ce « **n'est pas au président de la République française de prendre des initiatives pour débloquer la situation** » en Côte d'Ivoire...
    - ⇒ **On voit aujourd'hui combien le PS était dans le faux et combien la France a tenu son rang en soutenant le camp de la démocratie en Côte-d'Ivoire, celui d'Alassane Ouattara...**

- **En Libye, le PS a beaucoup moqué de l'initiative de la France**, avant de se rendre tardivement compte que Nicolas Sarkozy avait porté haut les couleurs de notre pays en défendant les populations civiles contre la folie sanguinaire du colonel Kadhafi :
  - **Martine Aubry**, le 11 mars déclarait : « La situation libyenne est extrêmement compliquée, **mais il ne faut pas jouer perso (...), on ne règle pas les problèmes avec des coups de menton** », « **On est un grand président quand on arrive à convaincre les autres** ».
  - **Jean-Marc Ayrault a dénoncé dimanche 13 mars le « côté Tartarin exaspérant et contre-productif de Nicolas Sarkozy dans la crise libyenne. » « Si on doit agir, il faut le faire de façon responsable.** Rien ne peut se faire sans une décision du Conseil de sécurité de l'ONU et le soutien de la Ligue arabe. Je ne veux pas qu'on puisse dire que la France a fait une déclaration de principe, mais s'y est pris d'une telle façon qu'on n'aboutit à rien.»
  - ⇒ **Merci à Martine Aubry qui pense donc que Nicolas Sarkozy est « un grand président » puisqu'il a réussi à convaincre l'ONU, la ligue arabe et l'OTAN d'intervenir en Libye...**

Présenté comme l'exposé d'une vision radicalement nouvelle de notre politique étrangère, conçue « *pour une autre France, pour une autre Europe, pour un autre monde* », **ce texte est tout simplement un concours d'enfonçage de portes ouvertes qui n'est pas à la hauteur des problématiques graves que connaît notre monde : terrorisme, flux migratoires, crise environnementale, crise de l'énergie et de l'eau, tensions dans le monde arabe...** Une opposition crédible devrait contribuer par ses critiques à l'élaboration de notre politique étrangère : la France devra s'en passer.